



**Sur le mouvement des gilets jaunes,
l'intervention révolutionnaire et
d'autres choses encore**

Mars 2023

Saisir l'occasion (décembre 2018)	5
Saisir l'occasion, encore (janvier 2019)	14
Quelques notes à propos du mouvement des gilets jaunes (juin 2019)	21
Des chemins dans le brouillard (mai 2019)	32
La guerre contre le pouvoir (janvier 2019)	38
Entrer dans le vif (décembre 2019)	43

Saisir l'occasion

Plus d'une centaine de milliers de personnes en colère qui occupent depuis bientôt quatre semaines ronds-points et péages, qui tentent de bloquer et ralentir le fonctionnement des plate-formes logistiques de supermarchés, de dépôts pétroliers ou l'occasion d'usines, qui se rassemblent tous les samedis dans les villes moyennes comme dans les métropoles pour prendre d'assaut préfectures et mairies, ou tout simplement détruire et piller ce qui les environne, voilà que l'automne accouche l'improviste d'un énième mouvement social. De quoi faire accourir tous ceux qui aiment l'odeur des troupeaux, pour tenter de le chevaucher ou juste être là où ça se passe en suivant le vent des lacrymos. Comme lors du mouvement syndical contre la Loi Travail de 2016 (mars-septembre) et ses suites contre les ordonnances en 2017 (septembre-novembre), ou celui contre la réforme de la SNCF cette année (avril-juin) en somme. Sauf que ça ne s'est pas tout fait passé comme cela.

Pour une fois, un mouvement a éclaté de façon auto-organisée hors des partis et des syndicats, pour une fois il s'est d'emblée fixé ses propres échéances tant au niveau local que national –des échéances souvent quotidiennes et non pas au rythme hebdomadaire ou mensuel de grandes journées orchestrées par des chefs de troupe et cadrées d'avance *avec* la police–, définissant même ses propres lieux et parcours d'affrontements et de blocages en refusant obstinément de quémander une autorisation préfectorale préalable. Bref, un peu d'air frais pour tous les *militants* qui n'attendent rien moins qu'un grand mouvement collectif pour ressortir de chez eux. Et pourtant ! Alors que les miettes réclamées par n'importe quel collectif citoyeniste, syndicaliste ou victimiste à l'aide d'un rapport de force dans la rue pour aider ses représentants à mieux négocier avec le pouvoir n'a jamais empêché grand monde de participer, voici que les braves militants anti-autoritaires se mettent à disséquer celles qui ont fait déborder le vase des gilets jaunes. Ah, mais c'est bien trop réactionnaire de se mettre en colère contre le prix de l'essence ou les taxes. Ah, mais c'est qu'ils voudraient dans leur consultation virtuelle à la fois que le SMIC ou que les retraites augmentent de 40% et une baisse des charges pour les patrons, moins d'élus et que le pouvoir les écoute par référendum, augmenter le nombre de flics et de juges ou remettre hôpitaux, trains et Poste dans les villages, interdire le glyphosate et remettre des usines partout, intégrer les immigrants dociles et virer les nombreux réfugiés déboutés de l'asile, rétablir l'ISF et que les banques cessent de racketter les commerçants. Bref, plus il y a de monde qui rejoint ce mouvement, et plus les cahiers de doléance s'allongent, en un fourre-tout hétéroclite de lieux communs et de réformettes de droite comme de gauche, qui sont la marque d'esclaves tentant de ripoliner leur cage. Rien d'étonnant à deman-

der du changement pour que surtout rien ne change, après plusieurs décennies de dépossession, de restructuration productive et de domestication technologique depuis la dernière tentative d'assaut du ciel des années 70. Rien d'étonnant, mais un jeu plus ouvert qu'il ne l'a été au cours de cette dernière décennie, un jeu seulement donné d'avance pour les météorologistes effrayés qui préféreront toujours le *statu quo* démocrate et bien huilé aux possibilités de bouleversement en tous sens, à moins bien sûr que la fameuse rupture ne se produise d'un seul coup, magique et pure, bienveillante et sans processus ni dépassements.

Mais voilà, le militant anti-autoritaire pourtant rompu à tout avaler en matière de revendications réformistes pour se mêler aux mouvements de lutte, n'y retrouve cette fois-ci pas assez de lieux communs connus. Le refus des licenciements ou de la fermeture d'une usine qui broie des vies et empoisonne, passe encore, c'est la lutte de claasse, voyez-vous. Des HLM et autres cages administrées dans des centres dédiés (pour SDF, d'asile, etc.) passe encore, c'est l'urgence de sortir des miséreux de la rue, voyez-vous. Un procès et des expertises équitables avec en sus des flics en prison, passe encore, tant que c'est dit autrement et porté par des familles. Le refus du tri à l'entrée de la machine à former les futurs dirigeants passe encore, c'est l'occasion de rater des cours sans toucher à la hiérarchie sociale. Le refus d'une nuisance parce que trop ceci ou pas assez cela passe encore, tant que le *et son monde* ne vient pas briser la belle composition citoyenne avec les aménageurs de l'existant.

A toutes ces occasions et dans bien d'autres, du militant qui tracte son *programme* à celui qui brise des vitrines *ciblées*, on prend généralement bien soin de défendre son activité en distinguant le sommet et la base du mouvement, les tristes revendications des organisateurs et la colère des présents, on s'évertue à mettre en balance le prétexte initial pour relever la tête et les possibilités de rompre la routine de l'exploitation, on soupèse les ingrédients du bordel pour faire grossir sa chapelle. Bref, on fait de la politique dans une dialectique avec la gôche : on conscientise, on radicalise, on socialise, on déborde, on recrute et on fait le vilain petit canard de la grande famille progressiste. On rêve même parfois de destituer le Président afin de pouvoir se passer d'une rupture révolutionnaire violente. Mais que faire quand il n'y a plus ni base ni sommet et pas même de revendications polies et unitaires, mais une prolifération de colères diffuses (des retraités aux lycéens, des bloqueurs du jour aux émeutiers du soir) ? Quand il n'y a pas de sujet politique à soutenir ou sur lequel s'appuyer ? Quand *Facebook* devient un ersatz d'assemblée et que le cortège de tête n'a plus le monopole de l'affrontement en manif ? Quand les mots qui sortent sont plus grossiers, les arguments plus confus et les symboles plus rudes ?

Car tout d'un coup, avec le mouvement des gilets jaunes, voilà que le militant anti-autoritaire redécouvre le monde qui l'entourait ! Lui qui s'était extasié hier devant le dit Printemps arabe sans que l'abus « *interclassiste* » du mot « *peuple* » (« *le peuple veut la chute du régime* » était un slogan très présent) et la foison de drapeaux nationaux ne soit un irrémédiable frein, est aujourd'hui dégoûté des mêmes

limites de son côté à lui de la Méditerranée. Lui qui hier s'était émeuté contre la Loi Travail ou lors du 1er Mai dernier sans trouver sa présence incompatible avec celle de drapeaux floqués de la faucille et du marteau, ou avec celle de banderoles de tête parisiennes parfois douteuses (taguées de *punchlines* de rappeurs réactionnaires en tout point) reste aujourd'hui frappé de stupeur par des drapeaux tricolores et des slogans populistes.

Volontairement aveugle, il n'avait jamais remarqué les centaines de drapeaux tricolores dans les rassemblements de la *France Insoumise* lors de la dernière élection (place de la Bastille à Paris le 18 mars 2017 ou sur le Vieux Port de Marseille le 9 avril 2017), pas plus que ceux déployés par centaines de milliers dans les rues lors de l'épopée victorieuse du spectacle footballistique de juillet 2018 (arborés à l'unisson par de jeunes pauvres des cités et par de vieux riches racistes). Non, le *militant* est une personne aussi simple que son idéologie de supermarché bio. Un immonde emblème = un facho, point barre. Oui à la casse militante lors de manifestations cadrées, au coude à coude au sein de blacks blocs avec des staliniens, des maoïstes ou des néo-blankistes organisés, non à celle lors de rassemblements *dispersés* sans organisateurs ni parcours définis, mais où logiquement des fascistes organisés peuvent aussi être présents. Pour ces militants qui ont plus d'allergie pour les fascistes organisés que pour les staliniens organisés, pour les partis que pour les syndicats, la démangeaison semble plutôt en mode courant alternatif, à moins de réviser le concept de perspectives anti-autoritaires, bien entendu.

A bout d'arguments pour tenir ce mouvement incontrôlé à distance, il n'est même plus surprenant que certains *limitants* en soient venus à balbutier, comme des girouettes déboussolées, la ritournelle classique du pouvoir : quand il vient, lui, se mêler par réflexe conditionné au bordel dans un mouvement syndical ou de gauche, il peste contre ceux qui l'accusent de « *récupérer le mouvement* », d'être « *un élément extérieur* ». Ben non, lui il apporte simplement sa propre contribution émeutièr. Mais que des lycéens, des anarchistes ou des voyous s'avisent de se pointer dans le bordel en cours initié par les gilets jaunes pour agir à leur manière et comme bon leur semble, et voilà qu'il reprend à son tour l'antienne sur les pseudo-récupérateurs d'un « *mouvement intrinsèquement proto-fasciste* ». Dans la course aux catégories du pouvoir, les chasseurs-cueilleurs (oups, les « *casseurs-pilleurs* »), c'est *forcément* autre chose ! Et nous qui croyions naïvement qu'un mouvement était d'abord ce que chacun en faisait et ce qui s'y passe réellement, au-delà de ses représentations et sujets politiques fantasmés.

Finalement, pour nombre d'anti-autoritaires, il a semblé pendant une semaine ou deux plus prudent de rester en territoire connu, en mouche du coche du fameux camp du progrès social, fût-il syndicaliste tendance CGT-matons ou SUD-Intérieur, patriotard tendance 6e République ou politicien tendance Indigènes, plutôt que d'affronter l'imprévu d'une contestation ouverte sans dirigeants ni cadre fixé a

priori. Avant bien sûr de se jeter dedans, mais de la même manière qu'il le faisait auparavant, en ajoutant une pierre à pierre, un tag à un tag, et ainsi de suite. Et alors très vite est apparu ce mot magique, « *situation pré-insurrectionnelle* », justifiant à lui tout seul d'avoir sauté le pas, même en se pinçant un peu le nez. Se noyer avec délice dans le troupeau rouge ou plonger avec réticence dans le troupeau jaune, participer pour influencer ou rester spectateur pour garder les mains propres, voilà un bon exemple de fausses dichotomies, parce que les termes mêmes de la question sont biaisés. A notre avis, la question n'est en effet jamais de participer ou pas à un mouvement, d'en être acteur ou spectateur, mais uniquement d'*agir pour détruire l'existant en toute circonstance*, avec ou sans contexte de lutte particulier, que les autres se meuvent pour telle ou telle miette initiale plus ou moins (in)intéressante, *tant qu'on le fait avec nos propres idées, pratiques et perspectives*. Dedans, dehors ou à côté d'un mouvement, en rapport avec lui ou bien au large. Seul ou à plusieurs. De jour comme de nuit.

Quant à la question insurrectionnelle, il est vrai que si on veut abattre l'État et détruire toute autorité, elle semble un préalable indispensable, qui ne sera de toute façon pas le seul fait des anarchistes et des révolutionnaires (c'est d'ailleurs pour cela que les autoritaires néo-blanquistes passent leur temps à tenter de chevaucher luttes et mouvements, pour trouver une masse à manoeuvrer, ou que d'autres tentent sans cesse d'y recruter des adeptes). Les révoltes et les insurrections éclatent déjà sans nous, et lorsqu'on a ni désir de diriger ces mouvements ni mépris envers les esclaves qui se révoltent pour leurs propres raisons, la question intéressante à se poser devient plutôt : qu'est-ce que nous voulons faire, *nous* ? Agir déjà sans attendre personne, ici et maintenant, n'exclut en effet pas la possibilité de le faire a fortiori quand éclate une situation de bordel chaotique, En tout cas pas quand on a déjà réfléchi un minimum à nos propres perspectives. Quand on est alors capables en toute autonomie de *saisir les occasions* qui se présentent pour tenter de réaliser nos propres projets subversifs.

Quant à la révolution, nous rejoignons ce que des anarchistes italiens viennent d'écrire dans un texte ayant trait à ce qui se passe en France (*Di che colore è la tua Mesa?*), dont nous reprenons ici un des développements :

Pour ceux qui caressent encore ce désir, comment imagine-t-on que la révolution puisse éclater ? Pense-t-on vraiment que ce sera l'oeuvre d'une convergence de mouvements sociaux, tous dotés de leur juste revendication, mus par des décisions prises à l'unanimité au cours d'assemblées où l'idée la plus radicale emportera le morceau ? Et donc avec un scénario de ce genre : naît un mouvement à la cause impeccable, à sa tête se trouvent les militants les plus illuminés qui le guident de bataille en bataille en obtenant des victoires enthousiasmantes, ses rangs grossissent, sa réputation s'accroît, son exemple se diffuse de manière contagieuse, d'autres mouvements similaires surgissent, leur puissance se rencontre, ils s'alimentent et se multiplient réciproquement, jusqu'à arriver à l'affrontement final

au cours duquel l'État est enfin abattu... Quel beau récit ! Qui l'a produit, *Netflix* ? A quel épisode on en est ? Si on ne veut pas en rire, on peut toujours rester sérieux. Mieux, on peut même analyser scientifiquement. Comme ces visionnaires bordiguistes qui dès août 1936 savaient qu'il n'y avait aucune révolution en cours en Espagne. La raison était évidente, une évidence sous les yeux de tous, c'est même embarrassant de le rappeler : sans théorie révolutionnaire pas de révolution, sans parti révolutionnaire pas de théorie révolutionnaire. En Espagne y avait-il le parti révolutionnaire (le leur, évidemment) ? Non ? Et alors, de quoi pouvait-on parler ?

Parce qu'au cours de l'histoire, l'étincelle des émeutes, insurrections et révolutions a presque toujours surgi non pas de profondes raisons mais de simples prétextes (par exemple : le déplacement d'une batterie de canons a déclenché la Commune de Paris, une protestation contre le rata de la marine militaire a allumé la révolution spartakiste, le suicide d'un vendeur à la sauvette a lancé le dit Printemps arabe, l'abattage de quelques arbres a entraîné la révolte du Parc Gezi en Turquie), nous trouvons vraiment embarrassant ceux qui face à ce qui se passe avec les gilets jaunes (ou hier en Espagne avec les autonomistes catalans) n'acèrent leur regard que pour y trouver des traces du programme communiste, ou de la pensée anarchiste, ou de la théorie radicale, ou de la critique anti-industrielle, ou... Après quoi, suite à la déception de ne pas avoir discerné dans la rue de contenus suffisamment subversifs, de ne pas avoir compté de masses suffisamment nombreuses, de ne pas avoir remarqué des origines suffisamment prolétariennes, de ne pas avoir constaté de présences féminines suffisamment paritaires, de ne pas avoir entendu un langage suffisamment correct –on pourrait allonger la liste à l'infini– il ne reste qu'à s'horrorifier et demander à qui peut bien profiter toute cette agitation sociale. *Cui prodest ?*

Si certains attribuent les émeutes qui ont secoué le pays en novembre 2005 à une manoeuvre pré-électorale de Sarkozy, qui aurait intentionnellement répandu de l'essence sur une petite flamme facile à allumer puis à éteindre (une des nombreuses bavures de la police) pour être ensuite remercié en tant que chef des pompiers efficace, de la même manière il serait aujourd'hui facile de voir la patte de Le Pen derrière la demande populaire de démission de Macron. A présent que souffle fort à travers toute l'Europe un vent favorable à la droite, pourquoi attendre la prochaine échéance électorale quand il est possible de l'anticiper avec un petit coup d'épaule ? Il s'agit d'une hypothèse complotiste qui, y compris dans son caractère logique, est surtout complètement idiote à formuler. Mais bien sûr que Sarkozy-le-compteur ou que Le Pen-l'aspirante-directrice-du-cirque pourraient avoir libéré en cachette les fauves pour semer la panique et, après la fin de l'urgence, être appelés pour remplacer l'incompétent qui n'a pas su protéger la société !

Mais imaginons, même de façon absurde, que ça ce soit passé ainsi... *et alors ?* Ces fauves ce sont nous tous, et c'est justement lors de moments de liberté de mouvement que nos possibilités augmentent pour se débarrasser pour toujours des cages de ce monde. Tant que nous sommes enfermés dedans nous restons surtout impuissants, seulement capables de rugir et de montrer des dents toujours

plus cariées. Mais en ces jours de liberté, bien qu'on puisse être pourchassés, tout redevient possible – y compris l'impossible. Il est prévu que notre liberté ne soit que provisoire, une brève disposition dans un investissement à moyen ou à long terme ? Et bien, c'est à nous de faire qu'elle devienne définitive, en envoyant valser les plans de ceux qui étaient certains de pouvoir commander le démon de la révolte après l'avoir invoqué. Si quelqu'un nous laisse la cage ouverte, cela a peu de sens de se perdre dans des élucubrations sur leurs intentions réelles ou de rester enfermés dedans pour ne pas servir d'obscur trames. Mieux vaut se précipiter dehors et tenter à tout prix de ne pas être repris.

Ceci dit, pour qui caresse encore un tel désir, comment imagine-t-on l'explosion d'une révolution ? Conscient qu'elle ne pourra probablement jaillir que d'une situation hétérogène, au milieu d'intérêts opposés, exprimés de manière confuse et contradictoire, devons-nous pour autant défendre des intérêts opposés, exprimés de manière confuse et contradictoire ? Le fait que le prétexte d'émeutes, d'insurrections et de révolutions soit presque toujours banal signifie-t-il qu'il faille en répéter la banalité ?

Le piège de tous les militants –qu'ils soient défaitistes ou enthousiastes– est que dans les situations d'effervescence sociale leur cerveau est étalonné pour se poser un seul problème, soit quels rapports *directs et productifs* instaurer avec les mouvements de protestation. Ils sont obsédés par la quête du sujet révolutionnaire au service duquel se placer, ou seulement pour en faire l'apologie. C'est ainsi qu'on peut mettre en avant le moindre affrontement dans les banlieues avec la police ou les autorités sans se soucier de la question des motivations individuelles (est-ce lié à un commerce de substances illicites, à un problème d'embauche de main d'oeuvre locale, à une bataille mafieuse de territoire, à un entraînement religieux, *ou à beaucoup d'autres choses encore ?*) tout en refusant obstinément de prendre en compte le moindre affrontement de gilets jaunes sur les places et les ronds points avec la police ou les autorités parce qu'on ne préjuge que trop des motivations individuelles (est-ce lié à un commerce de substances licites, à un problème d'embauche de main d'oeuvre, à une grogne sociale sur les taxes, à un entraînement nationaliste, *ou à beaucoup d'autres choses encore ?*).

C'est comme si on redécouvrait la même eau tiède à chaque fois : non, les autres révoltés ne sont pas anarchistes, et entrent dans la danse pour leurs propres raisons, qu'on les trouve passionnantes ou futiles, qu'on les connaisse explicitement, *ou pas*. Mais ce qui nous intéresse, nous, c'est que la révolte ouvre ici des espaces à d'autres là, dans une possibilité diffuse d'aller du centre vers la périphérie, qu'elle permet d'expérimenter des formes de complicités directes ou indirectes, et rompt une normalité qui n'a que trop duré. C'est aux anarchistes eux-mêmes qu'il revient de faire vibrer leurs propres perspectives contre toute autorité en alimentant les vases communicants entre idée et action, pas à d'autres. Dans les moments de

calme comme de tempête. Et alors, peut-être, que nos rêves ou nos rages rencontreront un écho chez d'autres coeurs indomptés.

Heureusement pourtant, tout le monde n'est pas *militant*, et peut donc s'intéresser plus à ce que tout conflit ou désordre ouvre, non pas tant pour les autres, mais pour soi aussi. Au milieu de ce bordel qui ralentit l'intervention répressive et facilite le pas vu pas pris, existe-t-il des possibilités autrement beaucoup plus ardues, voire impossibles ? Loin de ce bordel sur le quel se concentre le contrôle, peut-on atteindre des objectifs autrement invulnérables ? En examinant d'un peu plus près le mouvement des gilets jaunes en cours, on s'apercevra que beaucoup ont déjà commencé à répondre à ces questions, nous permettant d'aborder ici quelques pistes sur les possibilités de *saisir l'occasion*. Ce ne sont que des exemples loin de constituer un inventaire exhaustif, des pistes banales si on veut, plus ou moins partageables, mais toutes disent quelque chose pour nourrir l'imagination,

Le 24 novembre sur les Champs-Élysées, alors qu'il n'était pas encore évident que les samedis successifs allaient prendre des tournures émeutières au-delà des dispositifs policiers, des inconnus ont entrepris d'éloigner les affres du salariat en s'organisant pour piller la boutique *Dior*. Ce sont près de 500 000 euros de bijoux et autres colifichets qui ont ainsi changé de main en quelques minutes à côté des affrontements. Au-delà de l'expropriation de produits de consommation courante qui vont dans un large spectre de magasins de sport ou de fringues à des supermarchés, de la téléphonie mobile à des ordinateurs portables (Paris, Marseille, La Réunion, Toulouse, Saint-Etienne, Le Havre, Bordeaux, Charleville-Mézières, Saint-Avoid, Le Mans, Bourg-en-Bresse), plusieurs autres bijouteries ou magasins de luxe ont également été dépouillés ici ou là. De façon générale, rien que dans la capitale, la *Chambre de commerce et d'industrie* a recensé lors de l'émeute parisienne du 1er décembre 142 commerces saccagés ou pillés (+ 95 à la vitrine juste endommagée), ainsi que 144 commerces saccagés ou pillés (+ 102 à la vitrine juste endommagée) pour celle du 8 décembre.

Dans le même ordre d'idées, on pourrait se demander quelles autres possibilités offre le fait de tenir un rond-point, en plus de bloquer ou freiner la circulation de marchandises et que se nouent des complicités dans l'action. A ce titre, l'exemple de ce qui s'est passé en Belgique peut être plutôt éloquent. Non contents d'avoir incendié un camion-citerne à Feluy (20 novembre) et y avoir affronté durement la police pendant plusieurs jours, ce sont également cinq poids-lourds bloqués qui ont été soulagés de leur chargement les jours suivants (21-22 novembre). Après que le mouvement des gilets jaunes ait été rejoint par quelques centaines d'autres personnes en déplaçant le point de conflit de l'autoroute vers la ville de Charleroi, dépassant la question de l'origine sociale ou géographique, la pratique du pillage a continué. En plus du traditionnel supermarché, c'est ainsi un distributeur de billets de la BNP qui a fini par être non pas simplement détruit mais d'abord arraché de son socle pour être vidé (23 novembre).

Dans un rapport identique dès le début du mouvement, un camion chargé de 900 pneus est rapidement immobilisé au Havre sur un rond-point tenu par des gilets jaunes (20 novembre). Une fois son système de sécurité désactivé, quelques individus ont entrepris de le vider, et pas moins de 250 pneus neufs se sont envolés dans la nature, malgré l'opposition des plus légalistes. Une heure plus tard, enhardis par de nouvelles possibilités, c'est un magasin informatique situé à côté du rond-point qui a été entièrement pillé (ainsi que le restaurant de la zone commerciale).

Pillage de bijoux, de poids-lourds, de DAB, combien d'autres possibilités *encore* lorsqu'un mouvement comme celui des gilets jaunes ouvre des espaces à tous et à chacun sans chefs ni service d'ordre ni parcours préparé avec les flics ?

Le 1er décembre en Avignon, alors que comme dans beaucoup d'autres villes les manifestants se concentraient devant la mairie ou la préfecture pour tenter de l'envahir (celle du Puy-en-Velay a été partiellement incendiée le 1er décembre aux cris de «*Vous allez griller comme des poulets*»), un petit groupe a quant à lui décidé de s'occuper du Palais de Justice : près de 30 mètres de ses épaisses vitres ont été brisées. A Charleroi, le tribunal a également reçu des molotovs pendant les émeutes. A Toulouse le 8 décembre pendant l'émeute ravageuse qui a duré de longues heures, un groupe a de la même façon décidé d'aller rendre visite au centre de gestion de la vidéosurveillance de la ville, situé dans le quartier Saint-Cyprien. Alors que les mateurs municipaux se trouvaient à l'intérieur, ses vitres ont commencé à être brisées et sa propre caméra caillassée. Si l'assaut n'a été que trop bref, les syndicats ont tout de même demandé le déménagement du PC de vidéo-surveillance de Toulouse, qui a eu chaud pour cette fois. A Blagnac le 4 décembre, au lieu de simplement bloquer le lycée Saint-Exupéry, des lycéens ont incendié la montagne de poubelles savamment empilées devant l'entrée : il a détruit la loge d'accueil et le hall, tandis que les salles des professeurs, le CDI, les locaux de l'administration et les salles de sciences ont été fortement détériorés (1 million d'euros de dégâts) et le bahut fermé une bonne semaine. Sur le péage autoroutier de Narbonne-Sud bloqué par des gilets jaunes, la nuit du 2 décembre un groupe a non seulement entrepris de le saccager (comme à Virsac, Perpignan, Bollène, La Ciotat, Sète, Mui, Carcassonne), mais surtout d'incendier à la fois les infrastructures de *Vinci* et celles de la gendarmerie : outre ses 800 m² de locaux et son PC-sécurité, *Vinci* a perdu une trentaine de véhicules, tandis que les militaires ont perdu deux camionnettes en plus de leurs locaux et son matériel (ordinateurs, moyens radio, uniformes).

Attaque de tribunal, de centre de vidéosurveillance, de gendarmerie ou de lycée, combien d'autres possibilités *encore* lorsqu'un mouvement comme celui des gilets jaunes ouvre des espaces à tous et à chacun sans chefs ni service d'ordre ni parcours préparé avec les flics ?

Enfin, plus loin des foules, soit en profitant que les forces de répression soient trop occupées ailleurs, soit pour nourrir le conflit en cours avec ses propres objectifs, des noctambules sont partis se promener sous la lune. D'un côté, plusieurs

centres des impôts ou URSSAF ont été attaqués de différentes manières (aux pneus enflammés à Vénissieux le 2 déc., à Riom le 4 déc. et à Semur-en-Auxois le 14 déc., à la bonbonne de gaz et molotovs à Privas le 8 déc., avec borne incendie pour l'inonder à Nyons le 8 déc., au molotov à Saint-Andiol le 4 déc. et à Saint-Avoid le 14 déc., au container à poubelles en feu à Chalon-sur-Saône le 27 nov.). D'un autre côté, en visant le trafic ferroviaire dans une période où bloquer les flux n'a pas de raison de se limiter aux routes : un poste relais électrique de signalisation de la SNCF a été incendié à Castellas le 30 novembre, tandis que quatre jeunes gilets jaunes qui s'étaient rencontrés sur un rond-point lorrain se sont lancés dans une virée nocturne le 28 novembre. Ils ont ainsi saboté 9 passages à niveau entre Saint-Dié et Nancy, fracturant au pied de biche les boîtiers de commande pour forcer le mécanisme à baisser les barrières, bloquant ainsi toute la circulation routière. Ailleurs encore, c'est une permanence électorale de la députée LREM qui a perdu ses vitres à Vernon (Eure) le 29 novembre et idem à Nantes le 6 décembre, ou c'est directement le domicile de deux autres qui ont été visés : à Vézac (Dordogne) le 10 décembre, la voiture de la députée et celle de son mari sont parties en fumée ; à Bourgtheroulde (Eure) le 15 décembre, des gilets jaunes ont fléché de 20 panneaux la route menant jusqu'au domicile du député, qui a reçu six coups de fusil de chasse devant sa porte.

Destruction de lieux du pouvoir, sabotages d'axes de transport ferroviaire, visites de permanences et domiciles de députés, combien d'autres possibilités *encore* pour qui entend apporter sa contribution nocturne, *y compris non consensuelle*, à travers des gestes allant aussi bien contre les revendications du mouvement que contre les intérêts de l'État ? Quand une antenne de téléphonie *Orange* est sabotée comme le 12 novembre à Villeparisis, nous ne pensons pas que cela aille immédiatement dans le sens d'une lutte embourbée dans les cages technologiques. Et alors ? Quand trois sites d'*Enedis* sont livrés aux flammes comme à Foix le 6 décembre, nous ne pensons pas que cela aille immédiatement dans le sens d'une lutte qui demande plus d'État et de services publics de proximité. Et alors ?

Il existe autant de possibilités d'alimenter la guerre sociale que d'individus. Dedans, dehors ou à côté d'un mouvement, en rapport avec lui ou bien au large. Seuls ou à plusieurs. De jour comme de nuit. *Tant qu'on le fait avec nos propres idées, pratiques et perspectives*, loin de la politique, du grégarisme ou de la composition. Avec ce mouvement des gilets jaunes comme de façon plus générale, l'un des noeuds de la question réside d'ailleurs certainement là : au fait, quelle est notre propre perspective ? Et quels moyens nous donnons-nous pour l'atteindre, à froid comme à chaud ? Un peu d'imagination, que diable !

Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale, n°12, 15 décembre 2018

Saisir l'occasion, encore

« Demeure l'autre hypothèse (demeure bien entendu, pour ceux qui ne se répètent pas que « les gens sont complices et résignés », et bonne nuit aux rêveurs), celle d'une intervention autonome dans les luttes –ou dans les révoltes plus ou moins étendues– qui naissent spontanément. Si l'on cherche des discours clairs sur la société pour laquelle se battent les exploités (comme en a eu la prétention un fin théoricien face à une vague récente de grèves), on peut rester tranquillement chez soi... Mais qui a dit qu'au cours d'une grève dans la rue, l'économie ne peut pas être critiquée ailleurs ? Dire ce à quoi l'ennemi ne s'attend pas et être là où il ne nous attend pas. Là est la nouvelle poésie.»

A couteaux tirés avec l'Existant,
ses défenseurs et ses faux critiques, 1998

Pendant que les entomologistes militants continuent de disséquer dans leurs bureaux poussiéreux la composition du mouvement hétéroclite des gilets jaunes –pas assez intersectionnel, prolétaire, progressiste ou autiste selon les goûts–, la plupart des anti-autoritaires ont tout de même fini par se jeter dans la bataille, y compris en traînant des pieds. Certainement en se disant avec justesse qu'après tout, un mouvement social n'était rien d'autre que ce que chacun en faisait. De la même façon qu'avant les vacances de Noël des lycéens étaient entrés dans la danse, ou que sont apparues des manifs du dimanche de femmes en gilets jaunes pour insister pour le patriarcat, sans parler des maigres troupes syndicales qui tentent ici ou là de regagner du terrain en organisant leur propre cortège. Pour beaucoup, la question relève finalement des mécanismes classiques de la politique, en additionnant une rage à une colère, un tag à un slogan, dans un concours de revendication et de présence liés à une vision quantitative de la lutte. Dans ce cadre, il n'est pas non plus étonnant que rodent les vautours qui sentent l'odeur d'un possible petit pouvoir, après deux mois de mouvement et les différents appels du pied de l'État (en tentant d'organiser des services d'ordre et des parcours déposés, en passant des plateaux télé à de futures listes électorales, en tentant de verrouiller les assemblées existantes).

Reste le fait que ce mouvement n'est pas qu'une succession de samedis émeutiers ou d'assemblées délibérantes. Et si beaucoup se focalisent sur ces moments-là en terme de contribution afin de « ne pas laisser le terrain aux réactionnaires », force est de constater que depuis le début on assiste également à une multiplication d'actions directes en semaine, dont le caractère autonome et diffus offre l'avantage de les rendre moins contrôlables et de permettre une continuité en cas de retour collectif à la normale. Elles se sont d'abord produites à partir des occupations de ronds-points qui tendaient vers des blocages de proximité en petits

groupes (péages, zones commerciales ou industrielles), puis au fur et à mesure à travers des sabotages en fonction de l'imagination de chacun. Pourquoi se limiter en effet à un jour rituel d'affrontements quand on peut aussi n'importe quelle nuit détruire tout ce qui nous oppresse ? Et qui sait même, si toutes ces attaques ciblées ne pourraient pas s'alimenter les unes les autres en se multipliant, d'une part en bonnes idées et d'autre part en un jeu subversif du à *chacun le sien* ? Un mouvement social de ce type, ouvert et imprévisible, n'est-il pas propice à alimenter ce jeu-là, chacun sur ses propres bases ? Histoire par exemple de contribuer à identifier l'ennemi, d'approfondir la révolte, de saper ses récupérateurs, d'enrichir nos projets, ou simplement de saisir l'occasion pour mener à bien ce que nous aurions ordinairement plus de difficulté à accomplir ?

Si on s'intéresse aux effets de contagion, prenons par exemple les médias, dont chacun peut directement expérimenter le rôle de porte-parole du pouvoir. Le 26 décembre au soir à La Chevrolière, au sud de Nantes, le blocage du centre d'impression du groupe Sipa a empêché la distribution de plus de 180 000 exemplaires de *Ouest-France* (éditions de Vendée et de Loire-Atlantique), de *Presse Océan* et du *Courrier de l'Ouest* (édition des Deux-Sèvres), bien qu'imprimés. La nuit du 11 au 12 janvier à Anzin (Nord), c'est l'imprimerie de *La Voix du Nord* qui est bloquée, empêchant la distribution de 20.000 journaux du secteur valenciennois. La même nuit, des gilets jaunes ont investi à Auxerre l'imprimerie du groupe Centre France, bloquant à sa sortie la distribution des milliers d'exemplaires du *Journal du Centre* (Nevers) et de la *République du Centre* (Orléans) qui n'ont pu être livrés, et de *L'Yonne Républicaine* (Auxerre) qui le fut avec retard. Ce fut déjà le cas, mais avec moins de succès puisque les blocages de camions avec feux de palettes ont été expulsés à temps par la police, le 4 janvier à Houdemont, près de Nancy, contre le centre d'impression du groupe Ebra (*Est Républicain, Le Républicain Lorrain et Vosges Matin*), et le 10 janvier à L'Isle d'Espagnac, près d'Angoulême, pour tenter de bloquer la distribution du journal la *Charente Libre*. Et qu'on ne s'y trompe pas, il n'a fallu à chaque fois que quelques dizaines de personnes déterminées et bien renseignées pour que la propagande régionale se taise un instant, ceci n'empêchant pas la diffusion numérique des journaux sur la toile, mais nous y reviendrons.

Dans un autre domaine, dans les grandes villes qui sont depuis quelques semaines le théâtre d'affrontements réguliers (Paris, Toulouse, Caen, Bordeaux, Montpellier, Nantes, Besançon, Rouen, Caen, Perpignan) ou ponctuels (Dijon, Epinal, Nîmes, Saint-Nazaire, Lyon, Lille, Marseille, Le Mans), en plus du mobilier urbain, les banques sont classiquement une cible de choix. Y compris là où les familles des vitrines n'étaient pas habituées à ce sport : à Saint-Nazaire le 5 janvier, en plus du commissariat copieusement caillassé ou des grilles de l'entrée de la préfecture incendiées, la dizaine de banques du centre ont été systématiquement

saccagées. A Epinal le 5 janvier, en plus de barricades et d'une voiture de police retournée, deux grandes banques ont été éventrées. A Nîmes le 12 janvier, en plus de la seconde tentative d'incendie du centre des impôts ou la destruction de six caméras de vidéosurveillance, ce sont une dizaine de banques du centre qui ont été systématiquement saccagées. Même à Marseille, pourtant peu réputée pour ce genre de conflictualité émeutière, il ne reste presque plus une seule banque du petit centre-ville dont les vitres soient intactes, tandis que la moitié des commerces sur la Canebière ont été pillés, saccagés ou ont connu des problèmes de devanture.

Cette cible, certes caricaturale comme rouage du capitalisme, est aussi visée avec une certaine fantaisie hors des moments collectifs et loin des métropoles, mais toujours dans l'idée d'en épargner le moins possible. A Aulnoye-Aymeries (Nord) la nuit du 31 décembre, les distributeurs de billets de trois banques sont fracassés à la masse. A Lodève (Hérault) la nuit du 22 décembre, ce sont ceux de cinq banques qui sont sabotés au silicone. A Morlaàs et Pau (Pyrénées), le bilan se montait au 19 décembre à une quinzaine de distributeurs sabotés à la mousse expansive. A Fougères (Ille-et-Vilaine) le 8 décembre, les DABs de quasiment toutes les banques avaient été sabotés avec un mélange silicone-colle.

Bien sûr, il existera toujours des anxieux qui faute de lettre d'intention en bonne et due forme se prêteront au jeu des spéculations policières. Que ces actes soient isolés, ou qu'ils se répondent les uns aux autres sans médiation. Hors mouvement, qui sait si les sabotages anonymes ne seraient pas le fait de fous, de concurrents ou de mafieux ? Pendant un mouvement, qui sait s'ils ne seront pas le fait de fous, de démocrates ou de fachos ? Et alors ? En ce qui nous concerne, lorsque leur auteur reste inconnu et ne précise pas ses mauvaises intentions, c'est uniquement l'action qui parle, *avec toute la poésie qu'elle peut receler*, celle qui rompt la résignation et la passivité. Une action anonyme qui parle alors à tous ceux qui la partagent. A toutes celles qui s'y reconnaissent directement.

A l'heure où la domination s'incarne dans une infinité de structures périphériques qu'on peut trouver à chaque coin de rue ou de campagne, il est aussi plus que temps d'en finir avec le mythe léniniste de la prise du Palais d'Hiver, d'un centre ou d'un coeur de l'État et du Capital qu'on pourrait prendre ou détruire. Même les néo-blancquistes trop visibles ont fini par le comprendre, en visant plus une destitution du pouvoir par le bas qu'une prise par le haut, tissant une toile qui s'étend désormais d'une partie de la gauche culturelle et syndicale jusqu'à n'importe quel mouton en quête de leaders et d'efficacité stratégique. Par contre, lorsqu'on entend ni diriger les révoltés ni contrôler la révolte, le fait de défendre et d'encourager les attaques éparées (ce qui n'empêche pas de se coordonner) correspond non seulement à l'organisation territoriale de la domination sous forme de flux, noeuds et petites unités interdépendantes, mais permet aussi de limiter le

pouvoir de nuisance des autoritaires, qui ne sont jamais aussi à l'aise que dans le quantitatif et la représentation.

D'ailleurs, si les coûteuses structures comme les radars (plus de 6000 sabotés en 2018, dont 500 calcinés depuis le 17 novembre) laissent quelqu'un indifférent, pourquoi ne pas tourner son regard vers les élus pour leur exprimer ce qu'on pense de l'écrasement quotidien qu'ils nous infligent ? Comme les radars, les puissants n'ont-ils pas eux aussi une adresse ? A Talmont-Saint-Hilaire (Vendée) le 6 janvier, le domicile d'une députée LREM a par exemple été muré avec une cinquantaine de parpaings pendant son sommeil, tandis qu'à Varennes-Vauzelles (Nièvre) le 25 décembre, la maire a reçu son cadeau de Noël en deux temps, avec des pavés sur sa voiture puis une bouteille d'acide devant la fenêtre de son salon. Sans même parler des si fragiles vitrines de leur arrogance de tout bord (permanences brisées du PS à Nancy le 23 déc. et à Lorient le 10 janv., de LREM à Nantes le 6 déc. et à Beauvais le 8 janv., local de *Génération Identitaire* à Paris le 11 janv.).

D'ailleurs, si la destruction acharnée de péages d'autoroute laisse quelqu'un indifférent, pourquoi ne pas tourner son regard vers la circulation ferroviaire ? Comme ces passages à niveau sabotés (neuf entre Nancy et Saint-Dié le 28 nov., six autour de Bagnols-sur-Cèze le 29 déc., un incendié à Dax le 9 janv.), comme ces voies ferrées barricadées (barres et pneus à Saint-Louis en Alsace le 3 janv., palettes enflammées à Vestric-et-Candiac dans le Gard le 13 janv.) ou comme ces boîtiers de signalisation et ces postes électriques directement incendiés le long des voies (Castellas le 30 nov., Carcassonne 16 déc., Montdragon et Lapalud en trois endroits le 20 déc., St-Clair-les-Roches 24 déc., Bollène 28 déc.).

Ou encore, si les incendies de centres des impôts laissent quelqu'un indifférent, pourquoi ne pas tourner son regard vers les flics sociaux ? Comme cette CAF à Ajaccio dont l'entrée a été collée le 2 janvier au petit matin par deux gilets jaunes pour empêcher ses employés de rentrer, ou comme la façade de Pôle Emploi qui a été calcinée en même temps que trois bureaux de ses conseillers à Montluçon le 25 décembre.

Il existe un monde entier à démolir passionnément pour danser en un ballet sans début ni fin, et tous ces actes qui commencent à valser d'une cible à l'autre, au gré des hostilités de chacun tout au long de la semaine, s'adressent en réalité à tous ceux qui sont prêts à les recueillir. Et si jamais aucun d'entre eux ne parlait à son cœur ou à ses propres perspectives, serait-il si absurde d'y mettre un peu *du sien* ? Comme par exemple ces compagnons qui ont réduit en cendres un véhicule de la technologie de surveillance *après* une émeute du samedi (Besançon, 5 janv.), ou ces autres qui ont causé *ailleurs* de très lourds dégâts sur le chantier d'un méga centre-commercial nommé *Steel* (Saint-Etienne, 31 déc.).

« Sans prétendre rénovier la mythologie de la grève générale comme condition déclenchant l'insurrection, il est assez clair que l'interruption de l'activité sociale

reste un point décisif. C'est vers cette paralysie de la normalité que doit tendre l'action subversive, quelle que soit la raison d'un affrontement insurrectionnel. Si les étudiants continuent à étudier, les ouvriers –ceux qui restent– et les employés à travailler, les chômeurs à se préoccuper de trouver une occupation, aucun changement n'est possible. »

A couteaux tirés avec l'Existant,
ses défenseurs et ses faux critiques, 1998

Pour finir, en plus de multiplier les objectifs en étant où on ne nous attend pas, une autre petite suggestion commence à émerger ici ou là dans ce mouvement. Une qui pourrait bien inspirer celles et ceux qui entendent régler un peu plus radicalement le problème social en suspens. Bien que bloqués à la sortie des imprimeries, les journaux continuent par exemple de distiller la propagande du pouvoir à travers la toile, et de la même façon les banques ne sont essentiellement pas une vitrine, mais bien plus un local alimenté en électricité où circulent des flux de données numériques à travers des câbles en fibre optique. Plus généralement, si certaines structures de l'État (des universités aux commissariats, des dépôt de train aux mairies et préfectures) et du Capital (des laboratoires technologiques du contrôle à l'industrie de guerre, des banques aux zones industrielles et commerciales) sont parfois difficiles d'accès, ce n'est pas toujours le cas des flux dont elles se nourrissent avec avidité, qui se trouvent pour leur part enserrés dans des transformateurs électriques, des armoires de raccordement à la fibre optique ou des antennes-relais de téléphonie mobile. Autant de milliers de structures disséminées impossibles à toutes surveiller, et dont le bon fonctionnement est indispensable à la production et à la circulation des marchandises (humaines ou non), mais aussi au contrôle et à la répression. Ce n'est donc peut-être pas tout à fait un hasard si une partie d'entre elles ont subi des dégâts au cours de ces deux derniers mois de mouvement.

A Montélimar lorsque peu avant Noël, le 22 décembre, une cinquantaine de gilets jaunes se sont organisés pour tenter de piller les camions sortant de la plateforme logistique d'Amazon, ils ont pris soin de monter quatre barricades de chariots empruntés à un supermarché voisin puis incendiés, de se munir de pierres démontées sur des murets le long des entreprises, puis ils ont crevé les pneus des camions et ouvert leurs remorques après avoir arraché les câbles qui les reliaient aux premiers. Mais ils ont également bouté le feu à un transformateur électrique dans une rue adjacente, afin de couper l'éclairage public et l'alimentation de la zone commerciale. Orange a ainsi dû changer près de 2 kilomètres de fibre optique en sous-sol les jours suivant pour rétablir internet dans la zone, fibre qui avait fondu sous l'effet conjugué des barricades et du transformateur enflammés.

A Bordeaux lors de l'émeute du 8 décembre qui a notamment ravagé le réseau de tramways géré par Kéolis, un gros incendie sur les voies du tram cours d'Alsace-Lorraine a fait fondre un de ses câbles d'alimentation par le sol (APS), nécessitant d'importants travaux nocturnes pour rétablir le trafic au plus vite (200 000

euros de dégâts). A Caen où l'émeute du 5 janvier s'était déroulée sur près de deux kilomètres en suivant le chantier de construction du tramway qui avait alimenté les révoltés en matos, celle du 12 janvier a suivi un parcours identique, et certains révoltés ont eu la bonne idée d'incendier non seulement des pylônes implantés le long des voies, mais aussi de bouter le feu à l'intérieur même des fourreaux d'alimentation électrique sortant de terre, provoquant des dégâts considérables.

Pour comprendre l'importance vitale des réseaux électriques en terme de destruction d'une structure de l'ennemi, on pourrait enfin citer l'exemple du péage de Bandol, dans le Var, dont l'incendie la nuit du 17 au 18 décembre n'a pas été des plus médiatisés, mais dont les conséquences pour Vinci sont des plus importantes. Et pour cause, puisque quatre semaines plus tard en cette mi-janvier, ses huit files restent toujours fermées à la circulation, vu l'ampleur des travaux de réparation à mener : en plus de l'incendie des cabines de péages, les inconnus ont en effet également bouté le feu à une galerie souterraine où se trouvaient les réseaux électriques, avec pour conséquence que « des kilomètres de câbles ont été brûlés [et doivent désormais être remplacés], selon les ouvriers », comme le précisent des journaux locaux pour expliquer l'effet durable de ce sabotage.

En dehors même des fameux samedis qui ne semblent pas vouloir s'arrêter malgré la répression, de joyeux noctambules ont aussi commencé à identifier ces flux vitaux comme un moyen certain de bloquer l'économie. A Saint-Vulbas le 20 décembre, ils ont ainsi déniché l'armoire de noeud de raccordement à la fibre optique de toute la zone industrielle de la Plaine de l'Ain (Pipa). Ceci fait, ils ont ensuite forcé au beau milieu de la nuit cette armoire au pied de biche, avant de placer un pneu et des journaux devant puis de verser un produit inflammable. Près de cinquante entreprises ont été directement privées de tout accès à Internet grâce à cet incendie, et des dizaines d'autres l'ont été indirectement, vu que les noeuds de raccordement sont reliés entre eux.

De la même façon dans la Nièvre la nuit 31 décembre, des « individus cagoulés qui se déplacent dans des voitures aux plaques d'immatriculation masquées », selon les journaux locaux, ont incendié les armoires techniques de téléphonie situées dans six communes différentes à la suite (Guérigny, Pougues-les-Eaux, Fourchambault, Varennes-Vauzelles, Saint-Aubin-les-Forges, Murlin), entraînant d'importantes coupures sur les réseaux de télécommunication. De nombreux commerces et entreprises ont ainsi été privés d'internet.

Dans le même ordre d'idée cette fois au niveau des ondes, plusieurs antennes-relais ont flambé depuis un mois : à Saint-Julien-des-landes (Vendée) le 11 décembre, à Bernis (Gard) le 23 décembre le long de l'autoroute et à Casseuil (Gironde) le 24 décembre. Comme l'affirmait déjà le texte publié dans ce bulletin le mois dernier à propos de la possibilité d'apporter des contributions non consensuelles, « nous ne pensons pas que cela aille immédiatement dans le sens d'une lutte embourbée dans les cages technologiques. Et alors ? »

Saisir l'occasion est avant tout une question d'idées et de perspectives autonomes, qu'il faut au moins minimalement avoir développées avant que n'éclate un mouvement social de ce type, mais c'est également une question de regard et d'analyse sur ce qui nous environne. Car notre agir n'est jamais totalement séparé de la guerre sociale en cours. Alors, à moins de penser qu'il n'en vaut pas la chandelle, n'existe-t-il pas de possibilités dans le jeu subversif du à chacun le sien pour que les attaques puissent s'alimenter les unes les autres en se multipliant ? Notamment en une période comme celle-ci. Un peu d'imagination, que diable...

*Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour
la guerre sociale, n°13, 15 janvier 2019*

Quelques notes à propos du mouvement des Gilets jaunes

Ces quelques notes, rédigées pour des compagnons qui n'ont pas eu l'occasion de suivre la situation, n'ont ni la prétention d'être exhaustives ni celle d'approfondir les points soulevés. Elles ont plutôt pour objectif de poser quelques éléments minimaux sur la table afin de pouvoir ouvrir des discussions à propos de ce genre de mouvement de révolte en terme d'intervention anarchiste.

La poudre et l'étincelle

Le mouvement des gilets jaunes a surgi dans l'espace public le 17 novembre 2018, avec pour prétexte une nouvelle augmentation du prix des carburants décrétée par l'État au nom de l'environnement (la taxe carbone), quand il ne s'agissait en réalité que de trouver de nouvelles rentrées fiscales pour son budget (notamment pour compenser les mesures accordées aux patrons). La lutte sur le prix de l'essence contenait ainsi d'emblée une question dépassant la seule question de son augmentation, pour dénoncer l'arbitraire d'un prix administré, posant à la fois l'interlocuteur du mouvement et son adversaire : l'État. La base matérielle de cette revendication contre le renchérissement du coût des transports individuels, concernait toute une population peu habituée à manifester et généralement située un monde rural et périurbain où on habite toujours plus loin du lieu d'exploitation, de scolarisation et de consommation. Des villages, bourgs et petites villes également frappées depuis des années par la fermeture progressive de gares, d'écoles ou de services hospitaliers de proximité, exigeant des trajets en voiture toujours plus importants pour continuer de mener une même survie laborieuse et administrée avec toujours moins de contreparties fournies par l'Etat.

Précisons aussi que cette première date de mobilisation est directement sortie de discussions sur des forums *facebook*, de pétitions citoyennes, de groupes locaux de motards et d'un gros bouche à oreille, en se fixant ses propres modalités de mobilisation : utiliser le gilet jaune de sécurité obligatoire dans tous les véhicules pour visibiliser la protestation, occuper les ronds points pour bloquer la circulation à travers tout le pays et se constituer en force autonome sans la présence des partis et des syndicats en tant que tels. Ce sont ces trois éléments (Tous gilets jaunes, Bloquer l'économie, refus de l'encadrement traditionnel) qui ont très rapidement permis aux différents participants de dépasser le prétexte initial qui les avait fait sortir dans la rue pour aboutir à un foisonnement de rencontres mais aussi de revendications hétérogènes. Avec un point commun supplémentaire, la détestation de l'ancien ministre de l'économie et désormais Président Macron élu en mai 2017, considéré à la fois comme arrogant et comme porteur de toutes les réformes libérales brutales déjà passées ailleurs en Europe.

Dans la continuité de mouvements de blocages qui ont éclaté un peu partout dans

le monde depuis une vingtaine d'années, les gilets jaunes se sont ainsi focalisés sur la circulation de marchandises plutôt que sur leur production, entérinant le fait que les luttes ne sont plus structurées autour de la centralité qu'y jouait la classe ouvrière, ses organisations et associations, sa culture, ses quartiers, mais aussi le fait que l'économie moderne est plus constituée d'unités décentralisées reliées entre elles par des flux permanents de matières, de pièces détachées et de données. En se donnant des lieux autonomes d'occupation ouverts comme les ronds points de village ou les parkings de centre commercial, le mouvement des gilets jaunes a ainsi produit une décentralisation maximale de la lutte tenant à distance les lieux de travail tenus par la gauche syndicale, mais aussi permis à quiconque de rejoindre le mouvement, produisant une hétérogénéité des participants retrouvant le goût de discuter entre eux. Tels retraités, chômeurs ou mères de familles pouvant occuper ces ronds points à temps plein, tels voisins ou salariés passant les saluer et les approvisionner sur leur temps libre, tels autres commençant à y construire cabanes et abris pour en assurer la pérennité. Tel groupe pouvant aussi scissionner en cas de désaccords trop importants lors des discussions permanentes, en allant occuper un second ou un troisième rond point ailleurs dans la ville (certains étant par exemple devenus des bastions d'extrême-droite ou de politiciens de gauche). Même la période des festivités de fin d'année n'a pas réussi à éradiquer ce premier élan là où c'était encore possible, de nombreux gilets jaunes ayant par exemple choisi de fêter la nouvelle année sur des ronds points ou des péages réoccupés. Une hétérogénéité qui a aussi vu fleurir sur chaque lieu occupé ses propres pancartes, banderoles ou tags élargissant revendications ou coups de colère, et a conduit nombre de manifestants à personnaliser leur gilet jaune en écrivant dessus ce qu'ils pensaient du gouvernement ou de leur situation économique, se livrant à un véritable concours de créativité et d'expression de rage, *dans leurs propres termes* (ce qui ne signifie pas qu'ils soient pour autant subversifs ou exempts de la misère du monde). Pour une fois, on a pas vu des masses se mobiliser derrière quelques revendications minimales élaborées dans des bureaux, mais une explosion de ras-le-bol et de mécontentements que chacun pouvait porter individuellement dans la rue à côtés des autres.

De fin novembre au début de l'année 2019, soit en à peine quelques mois, on a ainsi vu se transformer un mouvement d'abord anti-taxe et anti-fiscalité constitué de tout ce qu'il y avait de plus ordinaires comme personnes attachées à un Etat juste, à un travail qui permet de consommer, à une répartition équilibrée des richesses, en un mouvement pour la justice fiscale (opposant petites entreprises et grosses multinationales, travailleurs surtaxés et riches privilégiés) puis en un mouvement « *social* » qui a commencé à réclamer une augmentation du salaire minimum (SMIC), des retraites et des allocations ou le retour de l'impôt spécial sur les grandes fortunes (ISF), puis en un mouvement anti-système qui s'est mis à imaginer une nouvelle forme de démocratie plus directe (notamment à travers un système de référendums permanents compétents en toute matière). Pour des anarchistes qui considèrent de toute façon la revendication en soi comme le début de la pacification en ouvrant le chemin de la négociation avec l'ennemi plutôt qu'en reprenant

directement ses affaires en main, cet élément n'est a priori pas des plus importants. Si ce n'est que dans la pratique, chaque fois que des représentants auto-proclamés du mouvement des gilets jaunes sont allés discuter avec le gouvernement ils ont été immédiatement désavoués et conspués ; si ce n'est qu'aucune miette lâchée par l'Etat à trois reprises n'a réussi à arrêter le mouvement, vu la multiplicité de demandes ; si ce n'est que les politiciens et bureaucrates de la lutte ne sont jamais parvenus à l'unifier, même à travers quelques demandes minimales pour tenter un rapport de force dessus¹.

A côté de ces occupations de parkings et ronds-points, que l'État a commencé à expulser en masse à partir de mi-décembre en montrant clairement le rôle de la police et de la gendarmerie auxquels beaucoup n'étaient pas hostiles a priori, le mouvement a également institué un rituel de manifestations hebdomadaires tous les samedis (liées au départ avec l'idée de bloquer les flux de l'économie). Ces dernières continuent jusqu'à aujourd'hui, avec cependant moins de monde au fil des mois – officiellement de 300 à 500 000 personnes le 17 novembre jusqu'à environ 10 000 le 1er juin 2019, soit tout de même 30 semaines d'affilée. Conscients dans la continuité des traditionnels mouvements sociaux qui secouent le pays depuis des décennies qu'il n'y a pas de bouleversements sans établissement d'un rapport de force préalable et sans confrontation avec les chiens de garde du pouvoir, celui des gilets jaunes s'est non seulement fixé ses propres lieux d'auto-organisation et échéances, mais aussi ses propres manières de prendre la rue. C'est à dire sans négocier au préalable des parcours pacifiés avec les autorités, sans les services d'ordre de la gauche syndicale et sans même nécessairement centraliser les cortèges (qui partaient parfois de plusieurs points ou à l'inverse s'éparpillaient en différents endroits, selon les villes et les manoeuvres de la police). S'il est impossible de résumer ce vaste point ici, disons qu'en fonction des villes et des moments, ces manifestations sauvages ont autant pu se concentrer sur les lieux symboliques du pouvoir comme des préfectures ou prendre d'assaut les centres ville commerçant, même lorsqu'ils étaient interdits, que marcher de longues heures jusqu'en périphérie pour essayer de bloquer des zones commerciales, ou encore suivre des trajets

1 Fin novembre, des politiciens du mouvement ont par exemple envoyé aux médias une pseudo liste de... 42 revendications communes allant de la gauche à la droite ! Elle commençait par «Zéro SDF», continuait par le SMIC à 1300 euros net ou « retraite à 60 ans et pas de retraite en dessous de 1200 euros» en passant par des « Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée» ! Fin janvier 2019, ce sont les militants de gauche de tout le pays réunis en assemblée des assemblées (à Commercy) qui ont à leur tour tenté d'unifier les revendications (à base de « *droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous*»), puis un peu plus tard c'est l'obtention de la possibilité de référendums permanents dans tous les domaines de la vie (RIC) que certains ont mis en avant comme revendication principale censée résoudre tous les problèmes.

aléatoires afin de rechercher ou à l'inverse d'éviter la confrontation avec la police. A plusieurs reprises, beaucoup de gilets jaunes se sont rendus à Paris pour « aller chercher Macron », et plus souvent ils se sont concentrés dans les grandes capitales régionales, parfois en tournant également de ville en ville au sein d'une même région selon les samedis.

Parmi les évolutions importantes de ces manifestations sauvages du samedi, outre la détermination et le niveau de violence policier qui s'est considérablement accru en réponse au fil des mois (provoquant yeux crevés, mains arrachées, des centaines d'incarcérés), la question de l'émeute urbaine n'est pas des moindres. Si au début du mouvement une partie significative des manifestants en gilets jaunes n'était pas hostile en soi à la police et déplorait les destructions urbaines ou les pillages (à l'image de la population, en somme), celles et ceux qui sont redescendus dans les rues samedis après samedis ont petit à petit assumé un rôle de complicité (même passive) avec les émeutiers et contre les forces de l'ordre. D'un point de vue symbolique, ce sont par exemple des foules qui applaudissent ou font une haie d'honneur aux black blocs ici ou là, ou qui n'ont aucun scrupule à se servir derrière les vitrines brisées voire à poser fièrement devant les dégâts... pour se prendre en selfie, en s'assurant « casseurs » ou pro-casseurs. Toutes choses inimaginables six mois plus tôt. A côté de cela, il est également notable que certains samedis de février et mars dans plusieurs villes (Toulouse, Montpellier, Caen, Paris, Marseille) une large partie des gilets jaunes ait de plus en plus participé cette fois activement aux émeutes sporadiques ou plus durables (jusqu'à une dizaine d'heures parfois). Un phénomène qui a même valu à cette partie du mouvement une nouvelle catégorie policière, les Ultra-jaunes ! Enfin, bien au-delà des ronds points et autres assemblées, ce sont les émeutes ravageuses et les affrontements du week-end qui selon les endroits ont permis à beaucoup d'autres personnes (notamment les plus jeunes ou les moins travailleuses) de participer à ce mouvement de révolte, ce qui s'est notamment vu par le nombre de personnes dépourvues de gilets jaunes².

Représentation et composition

Un tel mouvement de révolte pour le moins inédit dans le contexte français a bien entendu provoqué au départ l'hostilité des idéologues de tout poil, aussi bien du côté des marxistes que des anarchistes. Pour les premiers, le fait que les gilets jaunes ne se posent pas socialement à partir du travail, c'est-à-dire de leur place dans les rapports de production, mais aient entamé une timide critique de leur l'existant à

2 Si beaucoup de camarades (anarchistes, antifascistes, autonomes) n'ont pas hésité à revêtir un gilet jaune, tous n'ont heureusement pas suivi leur choix, préférant se rendre en manifestation comme ils l'ont toujours fait en ne se cachant pas derrière une identité collective fictive. Là où sont apparus des black blocs, cette question s'est aussi posée différemment, sans compter le fait que la répression policière en amont des manifestations a aussi contraint une partie des gilets jaunes à se départir de cet uniforme très voyant.

partir de la sphère de la reproduction (les conditions de survie qui ont été résumées par « les fins de mois difficiles ») ne pouvait qu'heurter leur vision economiciste. Si on rajoute à cela que selon leur grille de lecture de dinosaures ce mouvement a débuté avec une dimension « interclassiste » en appelant tout le monde à le rejoindre (petits patrons, autoentrepreneurs, artisans et commerçants inclus, au nom de la lutte « des petits contre les gros »), il va de soi que beaucoup d'entre eux sont longtemps restés imperméables à ce qui se passait. Du côté anarchistes, si on met à part les compagnons pour lesquels la question révolutionnaire ou insurrectionnelle est de peu d'importance, c'est notamment la revendication initiale sur les carburants et la présence de l'extrême-droite dans les manifestations qui a servi de repoussoir. Le symbole de sa présence, ou plus généralement de minorités nationalistes et réactionnaires, étant bien entendu pour eux ces drapeaux français brandis au vent et ces Marseillaise entonnées plus que de coutume. Même si on peut autant attribuer la présence des drapeaux tricolores et du chant patriotique à ces groupes organisés qu'à la victoire de l'équipe de football au Mondial quelques mois plus tôt, à son emploi abondant par le principal parti de gauche (*France Insoumise*) depuis des années, ou encore par un rapport fantasmé des gilets jaunes à la Révolution de 1789, il n'en reste pas moins évident que l'extrême-droite était bien là, tentant dès le début de pousser ce mouvement à son avantage. C'était évidemment une question à ne pas mettre de côté, mais de la même façon que nous devons à mon avis prendre en compte la présence de tous les groupes autoritaires organisés dans chaque lutte, y compris lorsqu'elle s'incarne avec des maoïstes brandissant des drapeaux rouges avec marteau et faucille au sein des blacks blocs ou avec des néo-blanquistes au cours de luttes de territoire. Pour les anarchistes, la question n'est en effet pas celle de la droite ou de la gauche de la politique, mais plutôt celle de la liberté et de l'autorité, luttant pour renforcer la première et pour supprimer la seconde. Comme c'est aussi de façon plus générale la question de l'autonomie et de l'auto-organisation contre toute velléité d'encadrement et de pacification.

Face à des situations de révolte sociale qui réunissent une masse hétérogène animée par un «non» commun comme point de départ (à une nuisance comme à une taxe), il nous semble ainsi que la question de l'intervention anarchiste en son sein dans une optique insurrectionnelle ne peut pas se limiter à la présence ou à l'absence de ces groupes autoritaires. Qu'y-a-t-il en effet d'incongru dans un monde basé sur l'autorité que des groupes autoritaires soient présents au sein d'une lutte ouverte ? Si on pense par exemple qu'un mouvement porte intrinsèquement en lui comme la nuée l'orage la naissance d'un néo-fascisme populaire de type Salvini, il est alors clair que notre intervention devra se faire *contre le mouvement en soi*. Si on pense à l'inverse que le mouvement de révolte pose une question sociale qui peut ouvrir sur bien d'autres possibilités, il est alors clair que notre intervention devra se faire *contre la présence des autoritaires dans le mouvement*. Mais dans les deux cas, il nous semble impossible de rester passif, de ne pas agir, d'une manière ou d'une autre, en fonction de ses propres idées et perspectives. Il est d'ailleurs étonnant à plus d'un titre qu'un compagnon enfermé à l'isolement au fond d'une geôle italienne ait réussi à être plus lucide que certains compagnons d'ici. Dans un

texte de décembre se référant en passant aux gilets jaunes, il proposait ainsi aux anarchistes non seulement d'être aux côtés des révoltés pour se battre contre la police dans les émeutes, mais aussi d'apporter des contributions spécifiques comme des attaques ciblées contre les politiciens et les récupérateurs de la révolte (ceci incluant bien entendu les groupes fascistes). Un raisonnement somme toute classique, puisque de fait, comme souvent face à ce genre de situations explosives, la question ne devrait pas tant être « *qui sont-ils et que veulent-ils* », mais qu'est-ce que nous voulons, *nous* ?

A titre d'exemple sur comment la situation s'est clarifiée au fur et à mesure, les pillages et la destruction en nombre de boutiques dès le début du mois de décembre ont vite éloigné du mouvement la petite partie libérale qui entendait surfer sur une protestation anti-taxe. De même, le fait que de petits groupes partis des ronds points (qu'on ne pouvait donc pas taxer d'«extérieurs» au mouvement) aient commencé à multiplier des incendies nocturnes volontaires contre des péages, des préfectures, des centres des impôts ou des supermarchés a rapidement éloigné de ces lieux d'auto-organisation une partie plus démocrate et citoyenne du mouvement qui entendait se restreindre au retrait d'une mesure injuste. De la même façon, une fois que le mouvement ne s'est plus contenté de blocages d'hypermarchés en périphérie, mais a aussi commencé à impacter l'économie en bloquant la circulation des poids lourds ou en manifestant chaque samedi en ville, les petits commerçants et les défenseurs de l'économie ont fini par demander l'arrêt d'un mouvement causant trop de pertes. Enfin, la présence concomitante avant les vacances de Noël de jeunes venus des lycées, qui rajoutaient du bordel au bordel avec leurs cortèges, parcours et revendications autonomes, tout en rejoignant parfois les ronds points occupés ou les manifestations sauvages du samedi, a contribué à transformer ce mouvement de protestation qui entendait élaborer ses cahiers de doléance au pouvoir en une occasion de révolte incluant d'autres protagonistes. Suite à l'arrestation filmée début décembre de dizaines de manifestants lycéens d'une banlieue emblématique de la région parisienne (Mantes-la-Jolie), forcés par la police de se mettre à genoux les mains sur la tête, de nombreux gilets jaunes dans différentes villes qui se seraient auparavant plus que méfiés de cette jeunesse turbulente se sont par exemple solidarisés avec eux le samedi suivant, histoire d'affirmer publiquement qu'ils se reconnaissaient dans l'humiliation collective qu'ils avaient subi.

Concernant la présence de groupes d'extrême-droite organisés, si certains sont toujours présents en se faisant généralement plus discrets, plusieurs éléments ont contribué à diminuer leur poids. Il y a tout d'abord des antifascistes qui se sont organisés pour les affronter avant ou lors des manifestations pour les en chasser (Paris, Toulouse, Lyon). Il y a ensuite le niveau d'affrontement contre la police (toujours plus légitime dans le mouvement, parce que vu comme de l'autodéfense) qui a mis en porte-à-faux beaucoup d'entre eux sur leur allégeance viscérale à l'ordre ou à la propriété (ceci concernant les destructions). Et il y a également le fait que plusieurs tentatives frontales d'imposer leurs thèmes ou leur agenda au sein de cette

révolte n'ont rencontré que peu d'échos réels (sur l'immigration par exemple) – ou en tout cas ont été réduits à la portion congrue au nom d'une volonté partagée par beaucoup de gilets jaunes d'éviter toute sujet trop clivant qui pourrait « *diviser le mouvement* » (un mouvement qui se veut illusoirement a-partisan). C'est d'ailleurs à la fois la force provisoire mais surtout une des limites de ce mouvement, que de poser comme première valeur la solidarité dans le désaccord, amenant le mouvement à ne pas aborder ou à reléguer au second plan « *les sujets qui fâchent* ».

De l'autre côté du spectre politique, on remarquera que le travail des partis et groupuscules de gauche pour tenter de faire accepter leur proposition d'une « *convergence des luttes* », c'est-à-dire du retour des appareils syndicaux dans les manifestations n'a pas non plus été couronné de succès en dehors des bastions où ils étaient déjà en force (comme Lille, Toulouse ou Belfort). La jonction qui devait s'effectuer lors du samedi 5 février avec la CGT a rencontré des réticences des deux côtés, tandis que la seconde tentative, cette fois le 16 mars avec les manifs Climats organisées par les partis de gauche et les associations écologistes a rebuté les gilets jaunes dans de nombreuses villes de part leur caractère pacifiste et encadré. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce jour-là à Paris s'est déroulé l'un des plus grands saccages jamais vu dans les quartiers riches de la capitale sans que les gentils manifestants pour le Climat ne daignent rejoindre la fête, avec 110 commerces attaqués sur les Champs-Élysées, dont 26 pillés, plus une centaine d'autres le long des manifs sauvages. Globalement, le caractère non balisé de cette révolte et tous ses aspects spontanés qui peuvent aussi bien donner un accent moutonnier ici qu'incontrôlable là (parfois d'un samedi sur l'autre dans une même ville), font qu'elle a réussi à résister aux tentatives de récupération par la gauche, notamment parce que les assemblées et leurs commissions où cette dernière se trouve fort à l'aise n'ont pas réussi à devenir sa colonne vertébrale (le mouvement a pris naissance et s'est amplifié à la fois sous la forme-réseau et directement dans la rue sans médiation, favorisant les prises d'initiatives décentralisées sous forme de petits groupes).

L'identification de l'ennemi

Il aurait été plutôt surprenant que des décennies d'aliénation et de dépossession supplémentaires soient absentes d'un tel mouvement. Encore une fois, le point initial des révoltes part généralement de l'existant, s'exprimant souvent à travers la banalité de son langage et de l'imaginaire misérable qu'il produit. Comment imaginer la liberté en ayant grandi et connu que des cages ? Comment croire qu'autre chose puisse être donné magiquement, sans dépassement, ni accélération ou fissure, afin que chacun finisse par se sentir au-delà de soi-même ? Et si cela ne nous satisfait pas, n'est-ce pas précisément à nous, à travers l'agitation, l'attaque et l'expérimentation, qu'il revient de faire au moins exister le sentiment, sinon la possibilité, de ce quelque chose de complètement différent ? Notamment en contribuant à identifier l'ennemi qui fait obstacle à un monde de liberté et de réciprocité ?

On l'a déjà dit, le caractère hétérogène de ce mouvement ouvert qui recouvre une multitude d'intentions variées d'en découdre ne peut être réduit à certaines d'entre elles. Malgré cela, il nous importe de souligner une tendance qui s'y est exprimée sans fard, celle du *populisme* (de gauche comme de droite). Certains mots ne trompent pas, comme par exemple ne plus comprendre le monde comme un antagonisme entre riches et pauvres, ou entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent, mais entre le *peuple* et une *oligarchie*. Une vision qui était déjà présente tout au long du 19^e siècle, et qui a fait ici un retour en force dans l'espace public. Pour une partie du mouvement des gilets jaunes, l'État était ainsi perçu comme ennemi parce qu'il serait au service de la finance (non pas de l'économie) et des multinationales (non pas du capital). Cette même nostalgie des Trente Glorieuses a également pu emprunter la critique d'un l'affairisme clientéliste qui s'opposeraient à un mythique bien commun. Dans cette vision, l'État est alors perçu comme une entité neutre tombée aux mains de quelques puissants à la suite d'une escroquerie politico-médiatique, incluant l'idée d'une moralisation possible des choses et des rapports sociaux. Sur le fond, entre le rapport traditionnel enserré dans la figure du citoyen qui réclame des droits et celle de se penser comme un peuple qui exige des dirigeants probes, cela ne change rien à l'affaire puisqu'on demeure dans le cadre d'un démocratisme radical qui entend au mieux améliorer le système existant, sinon le restaurer. Le citoyen comme le peuple sont des fantômes qui ont pour fonction de générer une légitimité collective supérieure à celle de l'Etat au sein du mouvement, permettant de trouver juste le fait de l'affronter, tout en ne s'intéressant pas à l'exploitation et en ne touchant surtout pas à la question *du pouvoir ou de l'autorité en soi*.

L'exemple le plus frappant à cet égard était l'idée que « *manifester est un droit* », et qu'il n'y avait donc aucune raison de respecter les règles codifiées par l'Etat en la matière depuis 1935 (déclaration préalable et itinéraire établi). Ce n'est qu'après avoir été matraqués et asphyxiés par les gaz, que beaucoup de gilets jaunes se sont rendu compte que ce qui leur était apparu comme un droit au départ redevenait quelque chose à conquérir, à imposer contre l'État et son appareil répressif. De la même façon, nombre de discours de manifestants dans les tribunaux ne se basent pas sur la négation des faits reprochés contre la police, mais insistent sur le fait qu'il s'agissait de légitime défense face à une violence première et non méritée, puisque ne se situant pas dans un imaginaire offensif forcément illégal.

À côté de cette tendance à se projeter sous forme d'un peuple en résistance face à un mauvais gouvernement, existe fort heureusement une variété hétéroclite d'individus qui s'est aussi abondamment illustrée dans le mouvement des gilets jaunes à travers des actes diurnes comme les émeutes du samedi ou nocturne le reste de la semaine. S'il ne fallait donner que deux exemples des possibilités du négatif possible à l'oeuvre, on pourrait citer ceux qu'une partie de la répression a malheureusement révélé.

Le 18 mars, cinq personnes de 27 à 50 ans « *inconnues des services de police* » qui se sont rencontrés au cours du mouvement des gilets jaunes sont arrêtées à Bergerac

(Dordogne). Si deux d'entre elles sont accusées d'avoir participé à la manifestation parisienne du samedi 16 mars et d'y avoir pillé des boutiques sur les Champs Elysées, tous ont accusés d'association de malfaiteurs pour plusieurs attaques locales : incendie la nuit du 23 au 24 décembre 2018 de plusieurs bâtiments publics dont la maison des services publics à La Force et la mairie à Colombier, incendie d'un engin de chantier du Conseil Départemental à Prignonrieux et incendie d'un pylône de téléphonie SFR à Gardonne (260 000 euros de dégâts). Selon la procureure, l'incendie du pylône de télécommunication avait pour but de « *bloquer la communication de la police et de la gendarmerie* ».

Le 24 avril, quatre autres personnes de 20 à 54 ans sont arrêtées dans les Alpes-de-Haute-Provence pour des sabotages commis depuis le début du mouvement contre des infrastructures d'énergie ou de téléphonie. Précisément, l'État leur reproche les sabotages de fibre optique contre l'autoroute A51, les 17 janvier et 7 février 2019 à hauteur de Manosque, le 31 janvier 2019 à hauteur de Corbières, conduisant les autorités à couper tout le trafic autoroutier ; l'incendie d'une antenne-relais de téléphonie avec des pneus à Villemus (Alpes-de-Haute-Provence) le 6 février ; la coupure de plusieurs câbles contenant des fibres optiques à Millau (Aveyron) le 13 avril, privant 15 000 foyers de services internet et 10 000 clients de services du mobile ; ainsi que de quatre autres sabotages non précisés visant les réseaux d'énergie et de communication d'installations d'EDF, Orange ou Engie à Beaumont-de-Pertuis (Vaucluse) le 27 janvier, Manosque, Valensole et Villeneuve du 6 au 8 mars dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Le détails des centaines de millions de dégâts annoncés officiellement par le ministère de l'économie en mars est bien sûr impossible à détailler dans cet article (à part les 760 agences bancaires attaquées au milieu de permanences électorales et domiciles d'élus, de bureaux des impôts ou de Pôle Emploi, de péages et radars, de zones logistiques et d'imprimeries des quotidiens régionaux, ou de sabotage du trafic ferroviaire), mais il est tout de même un aspect particulier que nous aimerions souligner. Il s'agit de cette petite suggestion qui a commencé à émerger ici ou là dans ce mouvement. Une qui pourrait bien inspirer celles et ceux qui entendent régler un peu plus radicalement le problème social en suspens. Bien que bloqués à la sortie des imprimeries, les journaux continuent par exemple de distiller la propagande du pouvoir à travers la toile, et de la même façon les banques ne sont essentiellement pas une vitrine, mais bien plus un local alimenté en électricité où circulent des flux de données numériques à travers des câbles en fibre optique. Plus généralement, si certaines structures de l'État (des universités aux commissariats, des dépôt de train aux mairies et préfetures) et du Capital (des laboratoires technologiques du contrôle à l'industrie de guerre, des banques aux zones industrielles et commerciales) sont parfois difficiles d'accès, ce n'est pas toujours le cas des flux dont elles se nourrissent avec avidité, qui se trouvent pour leur part enserés dans des transformateurs électriques, des armoires de raccordement à la fibre optique ou des antennes-relais de téléphonie mobile. Autant de milliers de struc-

tures disséminées impossibles à toutes surveiller, et dont le bon fonctionnement est indispensable à la production et à la circulation des marchandises (humaines ou non), mais aussi au contrôle et à la répression. Ce n'est donc peut-être pas tout à fait un hasard si une partie d'entre elles ont subi des dégâts au cours de ces deux derniers mois de mouvement.

A Montélimar lorsque peu avant Noël, le 22 décembre, une cinquantaine de gilets jaunes se sont organisés pour tenter de piller les camions sortant de la plateforme logistique d'Amazon, ils ont pris soin de monter quatre barricades de chariots empruntés à un supermarché voisin puis incendiés, de se munir de pierres démontées sur des murets le long des entreprises, puis ils ont crevé les pneus des camions et ouvert leurs remorques après avoir arraché les câbles qui les reliaient aux premiers. Mais ils ont également bouté le feu à un transformateur électrique dans une rue adjacente, afin de couper l'éclairage public et l'alimentation de la zone commerciale. Orange a ainsi dû changer près de 2 kilomètres de fibre optique en sous-sol les jours suivant pour rétablir internet dans la zone, fibre qui avait fondu sous l'effet conjugué des barricades et du transformateur enflammés.

A Bordeaux lors de l'émeute du 8 décembre qui a notamment ravagé le réseau de tramways géré par Kéolis, un gros incendie sur les voies du tram cours d'Alsace-Lorraine a fait fondre un de ses câbles d'alimentation par le sol (APS), nécessitant d'importants travaux nocturnes pour rétablir le trafic au plus vite (200 000 euros de dégâts). A Caen où l'émeute du 5 janvier s'était déroulée sur près de deux kilomètres en suivant le chantier de construction du tramway qui avait alimenté les révoltés en matos, celle du 12 janvier a suivi un parcours identique, et certains révoltés ont eu la bonne idée d'incendier non seulement des pylônes implantés le long des voies, mais aussi de bouter le feu à l'intérieur même des fourreaux d'alimentation électrique sortant de terre, provoquant des dégâts considérables.

Pour comprendre l'importance vitale des réseaux électriques en terme de destruction d'une structure de l'ennemi, on pourrait enfin citer l'exemple du péage de Bandol, dans le Var, dont l'incendie la nuit du 17 au 18 décembre n'a pas été des plus médiatisés, mais dont les conséquences pour Vinci sont des plus importantes. Et pour cause, puisque quatre semaines plus tard en cette mi-janvier, ses huit files restent toujours fermées à la circulation, vu l'ampleur des travaux de réparation à mener : en plus de l'incendie des cabines de péages, les inconnus ont en effet également bouté le feu à une galerie souterraine où se trouvaient les réseaux électriques, avec pour conséquence que « des kilomètres de câbles ont été brûlés [et doivent désormais être remplacés], selon les ouvriers », comme le précisent des journaliers locaux pour expliquer l'effet durable de ce sabotage.

En dehors même des fameux samedis qui ne semblent pas vouloir s'arrêter malgré la répression, de joyeux noctambules ont aussi commencé à identifier ces flux vitaux comme un moyen certain de bloquer l'économie. A Saint-Vulbas le 20 décembre, ils ont ainsi déniché l'armoire de noeud de raccordement à la fibre optique de toute la zone industrielle de la Plaine de l'Ain (Pipa). Ceci fait, ils ont ensuite forcé au beau milieu de la nuit cette armoire au pied de biche, avant de placer un pneu et

des journaux devant puis de verser un produit inflammable. Près de cinquante entreprises ont été directement privées de tout accès à Internet grâce à cet incendie, et des dizaines d'autres l'ont été indirectement, vu que les noeuds de raccordement sont reliés entre eux.

De la même façon dans la Nièvre la nuit 31 décembre, des « individus cagoulés qui se déplacent dans des voitures aux plaques d'immatriculation masquées », selon les journaux locaux, ont incendié les armoires techniques de téléphonie situées dans six communes différentes à la suite (Guéigny, Pougues-les-Eaux, Fourchambault, Varennes-Vauzelles, Saint-Aubin-les-Forges, Murlin), entraînant d'importantes coupures sur les réseaux de télécommunication. De nombreux commerces et entreprises ont ainsi été privés d'internet.

Dans le même ordre d'idée cette fois au niveau des ondes, plusieurs antennes-relais ont flambé anonymement depuis décembre 2018 : à Saint-Julien-des-landes (Vendée) le 11 décembre, à Bernis (Gard) le 23 décembre le long de l'autoroute et à Casseuil (Gironde) le 24 décembre. En février 2019, c'est un relais de SFR à Gardonne (Dordogne) qui flambe, puis on apprend ce même mois que pas moins de quatre relais différents avaient aussi été détruits depuis septembre aux alentours de Besançon (Doubs), rejoints le 8 avril par deux nouveaux relais de téléphonie plus un de TDF à Aiglepierre (Jura), et le 17 avril par un gros relais TDF à Saint-Saturnin (Charente), et un relais de téléphonie mobile situé sur les hauteurs d'Alès à Saint-Germain de Montaigu (Alès) le 1er mai.

La conclusion qui était développée en dessous de ce genre d'exemples publiés à titre d'illustration dans une publication anarchiste vaut également la peine d'être reproduite, puisqu'elle reste à notre avis plus que jamais d'actualité : « Saisir l'occasion est avant tout une question d'idées et de perspectives autonomes, qu'il faut au moins minimalement avoir développées avant que n'éclate un mouvement social de ce type, mais c'est également une question de regard et d'analyse sur ce qui nous environne. Car notre agir n'est jamais totalement séparé de la guerre sociale en cours. Alors, à moins de penser qu'il n'en vaut pas la chandelle, n'existe-t-il pas de possibilités dans le jeu subversif du à chacun le sien pour que les attaques puissent s'alimenter les unes les autres en se multipliant ? Notamment en une période comme celle-ci. Un peu d'imagination, que diable...»³

Paname,
3 juin 2019

Publié dans le journal anarchiste allemand sous le titre *Einige Punkte zur Bewegung der Gelbwesten* dans *In der Tat, Anarchistische Zeitung*, n°4, été 2019, pp. 7-14. Traduit en français dans la brochure *Recueil de textes à propos du mouvement des gilets jaunes (février-juin 2019)*

3 *Saisir l'occasion, encore*, in *Avis de tempêtes* n°13, 15 janvier 2019

Des chemins dans le brouillard

Je me souviens avoir été chamboulé et profondément intrigué, il y a quelques années, par ce raisonnement que faisaient des compagnons : nous disposons tous d'une possibilité qui nous rend *plus libre que les dieux*, celle de s'en aller, de refuser une fois pour toute de vivre, la possibilité, donc, du suicide. Et de cette possibilité dont nous disposons de *ne plus vivre*, possibilité inévitablement funeste et irréversible, qui atteste en même temps de notre liberté absolue, émerge une autre possibilité, le versant positif de notre liberté, la possibilité de *vivre enfin*. Cette liberté, il n'est jamais trop tard de la saisir, ou du moins il est toujours temps de partir à sa conquête, elle dont les premiers pas transforment qualitativement la survie quotidienne (autant que la lutte augmente le plaisir de vivre). Des premiers pas qui consiste à refuser de vivre par habitude, à enrayer la cadence que la domination a dictée à notre existence, en commençant par vouer aux gémonies ce lieu-commun qui voudrait que la vie se réduise à une existence écrasée sous le joug du fric et de ses lois, rythmée par les obligations de la société, une existence tout juste ponctuée par les aléas de la fatalité, et qu'il n'est pas possible de sortir de ce cercle. Car les cercles sont comme les bulles, ils sont faits pour éclater. Pour ceux qui n'ont pas vocation à se faire les gardiens du statu quo – ceux-là qui en sont encore à se triturer les méninges aujourd'hui à base de « Mais bon-sang pourquoi tous ces gens protestent-ils ? –, la révolte contre ce monde tel qu'il est demeure une possibilité que chacun peut exprimer à tout moment. A tout moment, oui. Elle n'est le privilège de personne, ne posant comme unique condition que d'abandonner alors l'autre manière d'être : résigné à ce monde. « *Recueillons en nous la puissance de tous les actes dont nous sommes capables, et aucun maître ne pourra jamais nous enlever la possibilité du refus* ». Dans la réalité qui nous fait face, la soif de vivre pleinement, tous et toutes libres, à la recherche de la félicité, de la passion, de la découverte et du plaisir, ne peut exister et se traduire à présent, sans se mentir à elle-même, que dans un refus total de l'existant, donc aussi de son aménagement ou de sa modification partielle. Voilà les deux premières choses, indissociables et irréductibles – et dans les conditions actuelles les deux seules – que nous avons à opposer à l'ordre établi.

Quelque soit l'utopie qu'abrite timidement cette idée de « société libérée », quelque soit l'imaginaire qui nous habite, ou tout autre « positif » qui bruit à l'intérieur de chacun, *l'idée ne fait que sa tâche*, comme disait Coeurderoy. *Et si l'idée propose, c'est la force qui dispose*, une force qu'il percevait prophétiquement dans des cosaques lointains – qui évidemment ne sont jamais venus –, et que nous qui ne sommes plus assez romantiques ni suffisamment patients pour attendre qu'elle vienne *de l'extérieur*, pouvons recueillir avant tout dans notre détermination alliée

à notre capacité à nous révolter, c'est-à-dire à *agir contre*, à se confronter au monde tel qu'il est, dans notre quotidien même. L'erreur selon moi serait de ne voir la révolte *que* comme un point de rupture et un moment cathartique, l'explosion violente et soudaine de passions négatives, l'affrontement physique ou l'accomplissement d'actes illégaux, et pas *aussi* comme la création individuelle d'un chemin qui part de ses désirs et de ses exigences, de ses forces et de sa volonté, pour se confronter à la réalité (et pas l'inverse), la combinaison d'un ensemble de choix et de réalisations, consciemment et librement déterminé, ce qui en soit est déjà en total opposition avec la manière dont l'ordre social nous incite à vivre. C'est en empruntant un tel chemin que nous pouvons nous approprier des moyens, des capacités, des connaissances, et détourner ou mettre à profit ceux que nous possédons déjà – les activités ennuyantes et aliénantes du labeur prennent immédiatement plus d'intérêts, idem pour les trajets mornes dans la métropole etc etc –, faire des rencontres et tisser des affinités, afin d'intervenir dans les conflits existants et pour lancer nos propres batailles, visant à détruire les institutions et les structures de la domination et de l'exploitation. La question n'est pas de savoir si cela est réalisable, car quoiqu'il en soit, une transformation totale de l'existence ne devient possible qu'en se réappropriant et en développant sa capacité à agir, rompant ainsi avec la délégation et la passivité qu'administre l'État.

D'ailleurs, les institutions et les structures de la domination ont beau chercher autant que possible à se faire passer pour inébranlables et éternelles, une mosaïque de faits est toujours bel et bien là, démontrant que la domination ne peut parvenir à supprimer les actes de révolte et de rébellion qui s'opposent à elle, multifformes et à intensité variée. Cette réalité dans laquelle nous évoluons, c'est la guerre sociale, qui peut s'étendre à chaque recoin de la société et qui ne connaît ni début ni fin, car jamais la domination n'est parvenue (et jamais elle ne parviendra) à réduire la totalité des hommes à une masse soumise et obéissante. En tant qu'anarchistes, c'est à cette guerre, que nous contribuons, entourés d'autres exploités rebelles et réfractaires (pour ne parler que du meilleur), sans chercher à être suivi par d'autres, pas plus qu'à suivre un fantasmé « sujet révolutionnaire », mais en ayant néanmoins à l'esprit que nous ne sommes pas seuls à en découdre. De même que nous pensons que c'est en son sein qu'il est possible que les idées que nous proclamons, et les actes qui s'y joignent, trouvent de l'écho et soient compris voir partagés, c'est aussi en son sein qu'il peut parfois s'instaurer des dialogues silencieux entre les différents révoltés. Volontairement ou involontairement, les multiples expressions de cette conflictualité s'influencent et s'alimentent les unes les autres, et ce à une échelle de temps et d'espace et suivant des voies indéchiffrables. Si nous ne percevons pas les grèves sauvages, les émeutes dans les quartiers, les luttes particulières, les mutineries, les mouvement sociaux, les révoltes individuelles... comme des terrains séparés les uns des autres – pas plus que nous n'assimilons les individus qui y participent aux rôles sociaux qu'ils seraient censés incarner (travailleurs, étudiants, immigrés, prisonniers etc etc) – mais simplement comme différentes ex-

pressions particulières de l'ensemble plus vaste qu'est la guerre sociale, c'est parce que nous pensons que bien que chacun de ces moments ne s'affrontent qu'à des « bouts » de la domination, il est possible d'élargir le terrain de la critique jusqu'à toucher l'ensemble plus vaste qui enserme nos existences.

Alors pour quelle raison, autre qu'arbitraire et idéologique, séparer comme par un réflexe conditionné, révolte individuelle et luttes collectives, minorités anarchistes agissantes et mouvement de masses, attaques diffuses et révoltes sociales ? Si nous sommes indubitablement entrés dans une période où le vide de la forme prend le dessus sur le contenu, où la visibilité (qui plus est spectaculaire) prétend attester de ce qui est, où le choix et l'élaboration d'un projet cède à l'automatisme et à l'opportunité, et où le nombre prime sur la qualité, prendre le contre-pied de cette tendance commence par reconsidérer et redonner une importance première aux perspectives, aux idées et aux intentions qui sous-tendent notre action, car ce sont celles-ci qui doivent orienter notre agir, sans cela nous abdiquons toute véritable autonomie individuelle pour devenir de simples instruments au service de nos pratiques. Pour commencer à percevoir et à s'interroger sur le lien entre l'action minoritaire (individuelle ou à peu nombreux) et ce avec quoi elle cherche à interagir, nous avons besoin d'exercer notre perception à distinguer les parties du tout, à disséquer les détails d'un ensemble si vaste et complexe, qu'en le regardant dans sa totalité le reflet de notre action nous revient comme quelque chose de négligeable et d'insignifiant. Pensons par exemple au lien potentiel entre les actions à l'initiative d'individus insurgés et guidés par leurs volontés, et l'insurrection – entendue comme ce fait social au sein duquel commence à s'expérimenter des bribes de liberté – et à laquelle, bien qu'une certaine gêne nous le fasse oublier bien souvent, ce sont les activités des premiers qui, parmi bien d'autres choses, permettent d'y parvenir et d'y contribuer. Un lien qui n'est pas qu'à constater abstraitement, ou dont déplorer les absences ou les manquements *après coup*, mais qui peut aussi être volontairement recherché, anticipé et préparé à *l'avance*. Un lien que l'on pourrait par exemple exprimer sous la forme d'une question : comment, dans le cadre d'une révolte sociale où une partie de la population exprime sa colère contre une situation intolérable (dont elle attribue la responsabilité à quelques-uns), pousser vers la rupture avec le temps et l'espace de la domination, vers une critique du système dans sa totalité ? Une question qui appelle des réponses concrètes et qui, ne se substituant en rien aux multiples tensions et aspirations de chacun, sont en mesure d'orienter dès aujourd'hui les parcours des révolutionnaires autant que leurs activités, car ces réponses découlent dans la réalité immédiate de chacun sur une profusion de sentiers à parcourir. Des sentiers dont les guides les plus sûrs sont l'exploration continue et l'expérimentation patiente. Passé la froideur de la question, c'est là que le véritable jeu commence.

Prenons la signification générale que recouvre l'insurrection, à savoir que c'est à la fois un moment de rupture avec la normalité au cours duquel les rapports

sociaux sont subvertis, et un acte délibéré à travers lequel une partie hétérogène de la population se soulève et attaque de différentes manières ce qu'elle a identifié comme un ennemi. Si on laisse ici de côté certains aspects (le nombre de participants directs ou indirects, la diversité de ceux-ci, de leurs manières d'y participer, des idées et des imaginaires en présence...), n'est-il pas pertinent de s'interroger sur les possibilités dont les anarchistes disposent pour, au cours d'une révolte d'une certaine ampleur, aller vers ce moment de rupture avec la normalité?

L'importance d'une révolte généralisée réside, à un niveau individuel, en ce que la prise de conscience de la capacité d'agir qui traverse comme un courant électrique des tissus de la population, crée alors chez chacun une rupture avec son propre passé d'obéissance et de passivité ; et à un niveau collectif, dans la découverte des forces et des capacités alors libérées, là où l'inertie régnait en maître. Des forces qui se concrétisent d'abord dans la portée sociale et le caractère conflictuel des actions accomplies contre l'ordre établi. Mais ce n'est là qu'un commencement. Si on se préoccupe de son extension et que l'on se sent partie prenante de son évolution, en partant toujours du principe de notre totale autonomie et du refus de la politique (et donc d'y jouer les politiciens), je pense que nous avons, entre autres, deux possibilités à explorer (qui parfois ne font qu'une). D'un côté, il s'agit de chercher à paralyser, même partiellement, la normalité – car comment envisager une possible subversion des rapports de domination autant que des rôles et de l'aliénation quotidienne tant que les élèves et étudiants continuent à aller étudier, les travailleurs à aller travailler, les marchandises à phagocyter les consommateurs, les communications à mettre tout le monde au diapason ? –, et de l'autre de continuer à porter des coups précis contre nos ennemis et leurs structures – ceux qu'en tant qu'anarchistes nous jugeons comme tels –, autant pour les détruire purement et simplement que pour chercher à étendre le conflit, non seulement dans l'espace et dans le temps, mais aussi dans les esprits, en remontant à la racine des problèmes (par exemple ceux soulevés ou touchés par les révoltes en cours, mais sans se limiter à ceux-là), dévoilant toujours plus l'étendue du maillage qui assure et permet la servitude et l'exploitation capitaliste de tout et de tous.

Pour commencer à expérimenter réellement d'autres débuts de rapports, d'autres relations que ceux embourbés dans la domination et l'aliénation, il est nécessaire d'arracher du temps et de l'espace au capital. Et pour cela il faut autant miner la soumission de toute activité humaine et de tous besoins aux exigences du profit et de la marchandise, que saboter la grande machine qui façonne les esprits et les désirs autant qu'elle fabrique les opinions et manœuvre les conduites. Opposer d'autres façons d'être que celles que la technologie impose à grand coups de séparation et d'atomisation mais aussi empêcher la subordination de toute pensée humaine et de tout récit des événements suivant les termes et les questionnements du pouvoir, dont la saturation dans notre quotidien constitue la pierre angulaire du maintien de l'ordre.

Que certains plumitifs de l'ordre établi aient abusivement comparé les mouvements récents aux vieilles jacqueries, feignant de les comprendre et pressés de les canaliser, tout comme le fait que pendant de nombreuses semaines, au cours du samedi, dans plusieurs villes ne se déroulaient pas des *manifestations* mais éclataient des *émeutes*, révèle un phénomène qui va probablement s'amplifier, à savoir le retour sur le devant de la scène de formes de conflits primordiales et plus sauvages que les formes de contestations démocratiques. Cela en bonne partie parce que les organes de médiations classiques, comme les partis et les syndicats, assurent de moins en moins leur rôle de pacificateur visant à diriger les contestations et à canaliser la rage et la colère qui, elles, continuent à s'accumuler, prêtes à exploser dès l'apparition d'une étincelle assez intense. Ces dernières décennies, dans le reflux des assauts qu'il a subit jusqu'à la fin des années 70', le capital s'est efforcé de supprimer le « prolétariat » en tant que vision du monde opposée à celle du Capital, et à effacer la conception des rapports de classe que celui-ci véhiculait, impliquant de fait des solidarités tacites et postulant la nécessité de détruire le capitalisme pour construire une société sans exploiters ni exploités. Il n'est cependant pas parvenu à bâtir la société idéale, celle qu'il s'acharne pourtant à nous vendre comme représentation du monde (même la plus banale des publicités pour sa marchandise en est une criante illustration), un monde où toute inimitié et intérêts irréconciliables auraient disparus, ne subsistant alors que de braves citoyens, produisant et consommant dans le plus grand bonheur. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir lésiné sur ses efforts, de n'avoir pas tout fait pour liquider la possibilité même du négatif. Aujourd'hui, la prétendue prospérité des Trente Glorieuses est loin derrière, la promesse d'une survie garantie en échange d'une gémissement face aux règles de l'économie et à son labeur quotidien n'est alors plus honorée par un Etat qui, le vernis de l'Etat Providence craquant de toute part, révèle sans appareil sa véritable nature coercitive.

Désormais, la révolte des orphelins de l'idéal a plus pour point de départ la négation générale, dans laquelle se mélangent des aspects économiques, politiques, sociaux, émotionnelles, que l'affirmation d'une volonté et d'un sentiment de se battre pour un monde autre. Moins animés par des aspirations révolutionnaires que mus par la colère et la rancœur de l'exclusion et des inégalités, le tohu-bohu des vagues objectifs poursuivis, l'absence de revendications ou le flou de celles exprimées (par habitude, par mimétisme ou parfois « sous la pression »), ainsi que la violence des affrontements et des destructions qui s'y exercent contre ce qui touche à l'Etat et au Capital (hommes et objets), rendent pourtant difficile le travail de récupération et de réintégration institutionnelle par tous ceux dont les règles du jeu démocratique et le maintien de l'ordre établi sont une raison d'être ou une profession. Une situation inédite et, sous bien des aspects, profondément différente des mouvements de contestations de la dernière décennie, correspondant à l'idée que l'on peut se faire d'un processus de remise en question du système suffisamment conséquent pour fêler le consensus sans lequel celui-ci ne pourrait régner,

sans pour autant prendre les traits d'une lutte libératrice. Une situation favorable à la critique anarchiste donc, en mots comme en acte, et qui, en rupture avec les pères du passé, suscite une surprise qui brasse les certitudes et les doutes, entraînant parmi les compagnons des appréciations et des réactions mêlant méfiance et excitation, incompréhension et approbation expéditive. L'ensemble des questions et des exigences qui se pose à chacun face à l'imprévu d'une situation *inédite* – ce qui ne signifie pas pour autant qu'elle était totalement *inattendue* – prouve par l'expérience, que s'entraîner et se préparer à marcher les yeux fermés, n'est pas la garantie de ne pas être affecté par la première expérience d'une marche au milieu du brouillard. Si chercher à comprendre de quoi est formé ce brouillard et à anticiper le sens du vent a son importance, l'essentiel n'est-il pas de savoir laisser de côté le brouillard et nos espoirs qu'il se dissipe, pour nous concentrer sur les pas que nous avons à mettre l'un devant l'autre, brouillard ou pas, si nous voulons avancer vers notre destination ?

Sans détour. Journal anarchiste aperiodique, n°2, mai 2019

La guerre contre le pouvoir

Chers compagnons,
chères compagnonnes,

Pour nous anarchistes, les mots peuvent être un piège. On peut se faire attraper par eux et construire autour de soi un labyrinthe dont nous n'arrivons plus à sortir. Les mots restent toujours approximatifs, rien d'autre qu'une tentative de saisir la réalité et d'exprimer des idées. Mais voilà, c'est un des outils à notre disposition pour s'approcher, pour jeter un pont vers d'autres compagnons, vers d'autres rebelles. En étant conscient des limites des mots, je ne peux qu'espérer que ces quelques mots-ci réussiront à traverser l'océan, à voler au-dessus des mers et des terres, à franchir les frontières et à arriver jusque chez vous à cette occasion de commémoration de la mort de l'anarchiste Sebastián Oversluij, abattu par un vigile lors d'une expropriation de banque à Santiago du Chili le 11 décembre 2013.¹

Parfois, peut-être à des moments tragiques comme celui de la mort de Sebastián, ou tout simplement quand nos yeux refusent de se fermer, quand nos corps refusent de se reposer, quand la nuit, nous continuons depuis notre lit à fixer le plafond, une question, une question fondamentale peut venir nous hanter. *Pourquoi sommes-nous anarchistes ? Qu'est-ce que cela veut dire être anarchiste ?* Quelqu'un pourrait dire que cette question n'est que rhétorique et donc une perte de temps, mais je ne suis pas d'accord. Comme les mots peuvent aussi construire des labyrinthes plutôt que de nous rendre capables d'agir – et quand je parle d'agir, je ne veux pas dire le simple *faire* –, nous ne devrions pas hésiter à faire appel à notre esprit critique, nourri par nos expériences. Alors, pourquoi sommes-nous anarchistes ? Parce que, et cela contrairement à d'autres courants plus ou moins révolutionnaires, nous avons identifié le mal éternel, la source de toute souffrance et oppression, dans ce principe qui domine le monde dans lequel nous vivons : *le pouvoir*. Le pouvoir, contrairement à la « force » ou à la « puissance » que nous pourrions comprendre comme la capacité de faire quelque chose, de répondre aux défis que pose la lutte, c'est lui que nous combattons, et nous le combattons parce qu'il est incompatible avec la liberté. Il ne peut pas y avoir de liberté tant qu'existe le pouvoir. Donc, en poursuivant le raisonnement : si nous voulons la liberté, nous devons détruire le pouvoir. Nous ne pouvons pas le réformer, nous ne pouvons pas

1 Dans la matinée du 11 décembre 2013, le compagnon Sebastián Oversluij se préparait à exproprier une agence bancaire dans la commune de Pudahuel dans la capitale chilienne. En entrant dans l'agence, le compagnon « *Angry* » a dégainé la mitraillette qu'il portait sous ses vêtements en annonçant l'assaut. Un misérable vigile a alors immédiatement abattu le compagnon. Cette ordure en uniforme avait un entraînement militaire et une grande expérience de mercenaire en Haïti et en Irak. Plus tard, deux anarchistes qui se seraient trouvés à l'extérieur de la banque ont été arrêtés et condamnés pour leur participation au braquage.

le rendre plus acceptable, nous ne pouvons pas l'améliorer. Nous ne pouvons faire qu'une chose : le détruire, le détruire de fond en comble. Au fond, l'anarchisme n'est pas seulement ce rêve que nous pourrions avoir de liberté, d'une vie sans contraintes ni exploitation, d'une vie profonde, riche, de beauté, de joie, de jeu, d'exploration –l'anarchisme peut bien être ça, et la flamme de ce rêve dont je suis tombé amoureux continue à brûler dans mon cœur–, mais l'anarchisme veut dire aussi, et peut-être même avant tout, *destruction*.

La destruction de tout ce qui incarne le pouvoir, non seulement en tant qu'idée, mais aussi en tant que structures physiques et que personnes. L'État serait juste un spectre s'il n'était qu'une idée, mais ce n'est pas un spectre, il se matérialise dans des structures et des hommes. Des bâtiments du gouvernement, des commissariats, des prisons, des écoles, et aussi des politiciens, des flics, des matons et des prêtres. La dimension destructive de l'anarchisme est, à mon avis, double : elle corrode l'idée de pouvoir et ses idéologies, cette obéissance qui semble éternelle et dont les exploités sont capables ; et elle attaque, pour *détruire*, pas pour convaincre ou persuader, les structures physiques et les personnes qui incarnent le pouvoir. À partir de là, il ne peut y avoir de paix, il ne peut y avoir de trêve dans les hostilités : l'anarchisme mène une guerre contre le pouvoir, une guerre difficile, incessante, parfois douloureuse, mais aussi joyeuse. Contre le pouvoir et pour la liberté.

Et moi alors, comme anarchiste ? Je ne suis certainement pas un *soldat* dans cette guerre de l'anarchisme contre le pouvoir. Il n'y a pas d'ordre auquel obéir, il n'y a pas de leaders à suivre, le choix reste toujours pour moi, comme individu, tout comme il le reste pour mes compagnons, d'autres individus. Mais je ne suis pas non plus seulement un rebelle qui réagit, à l'occasion peut-être féroce, à la souffrance qu'on lui impose. Oui, je me rebelle, je me révolte, mais j'aspire à être plus que cela. Je connais beaucoup de compagnons anarchistes qui sont certes des rebelles, mais qui sont aussi quelque chose de plus. Parfois cela les différencie aussi d'autres gens qui se révoltent. Et je suis en train de dire cela sans aucun mépris pour les révoltés, sans aucun sentiment de supériorité. Simplement, l'anarchisme, ce n'est pas juste la révolte, ce n'est pas juste ré-agir, y compris violemment, à la violence et la brutalité du pouvoir. L'anarchisme cherche, à mon avis, à nous projeter dans une autre dimension, dans la dimension de l'*agir*. Encore une fois, des mots peuvent être traîtres, mais j'appelle cette autre dimension, la dimension *révolutionnaire*. Révolutionnaire, parce qu'en tant qu'anarchiste, je ne veux pas seulement me rebeller contre ce qui m'est imposé et ce qui est imposé au reste du monde : je veux aller au-delà, je veux développer un projet destructif pour effacer, annihiler, raser ce qui est à la racine de la souffrance illimitée dans ce monde, les bains de sang et les massacres sur lesquels tout pouvoir (qu'il soit dictatorial, démocratique, socialiste ou religieux) repose. Cette conscience-là fait des anarchistes quelque chose d'autre que des rebelles. Ce sont des rebelles avec une vision, avec un projet, avec une perspective, avec un rêve particulier.

Bien sûr, peut-être objecterez-vous que de nombreux anarchistes d'aujourd'hui ne veulent pas entendre parler de perspectives, ou peut-être qu'ils en ont une, mais passent ensuite leur temps à bavarder, à commenter ce qui se passe. C'est vrai, mais en fin de compte, tout cela ne devrait pas nous concerner. Nous ne sommes pas des missionnaires qui veulent séduire d'autres personnes, pas même d'autres anarchistes, pour rejoindre une chapelle. Nous ne sommes pas obsédés par la fascination magique du nombre, par combien nous sommes. Nous voulons agir, ici et maintenant, nous voulons développer un projet de combat – même provisoire – qui nous permette de faire des incursions dans la réalité, de la transformer (par la destruction), pas uniquement de la supporter d'une façon ou d'une autre. Chers compagnons, cela me pèse de m'exprimer avec des mots, tellement ils sont limités, tellement ils peuvent vite devenir des pièges où toute compréhension réciproque s'écroule, mais je ne peux qu'essayer. Permettez-moi de donner un exemple. En 1930 à Montevideo, plusieurs prisonniers anarchistes se sont évadés de la prison de Punta Carretas à travers un tunnel creusé sous le mur d'enceinte. Une action merveilleuse, mais je veux pousser la réflexion au-delà de l'admiration. Ce tunnel n'est pas tombé du ciel, ce n'était pas quelque chose d'improvisé, ce n'était pas juste une réaction rapide et intelligente d'anarchistes enfermés dans une prison qui ont saisi l'occasion pour s'enfuir. Non. Plusieurs mois avant l'évasion, un compagnon était venu louer une maison en face de la prison. Il y avait installé une charbonnerie, il vendait et livrait du charbon. Les affaires allaient bon train, tout semblait normal. Mais un peu plus tard, d'autres compagnons sont arrivés, en secret, et ils ont commencé à creuser un tunnel depuis cette charbonnerie. Ils ont passé des mois à le creuser, risquant tous les jours d'être découverts. Ce que je veux dire, c'est ceci : ces compagnons-là avaient un projet, et avec beaucoup d'efforts et beaucoup de patience, ils ont assemblé les pièces, les éléments de leur projet, pour finalement réussir à accomplir leur objectif. Bon, ce n'est qu'un exemple, mais je le donne car il montre ce dont on peut devenir capable quand on a un projet. L'organisation de l'évasion de compagnons incarcérés n'est qu'un exemple. Des projets encore plus ambitieux, encore plus vastes peuvent être imaginés, et peut-être en ce moment même ils sont en train d'être imaginés et travaillés par des compagnons.

Mais un projet, c'est vrai, cela ne tombe pas du ciel. Et cela a besoin de tout. Cela a besoin de réflexion, d'analyse de la situation, de l'acquisition de moyens et de connaissances techniques, cela requiert probablement le concours d'autres compagnons, de compagnons avec lesquels nous sommes en *affinité* (ce qui est autre chose que la simple dénomination d'« anarchiste », car l'affinité nous permet d'agir ensemble, alors que le fait que quelqu'un soit anarchiste ne me permet pas automatiquement d'agir ensemble, il faut quelque chose de plus). Le projet a besoin d'une sorte d'organisation, pas de l'Organisation avec la majuscule, mais d'une organisation au sens de réunir les éléments pour notre projet, de l'organisation *informelle*. Peut-être qu'avoir un projet revient à avoir un plan, un plan révolution-

naire. Parfois, un projet peut aussi avoir des objectifs plus limités (ce qui n'enlève rien à son importance), par exemple la libération de compagnons enfermés, ou la destruction d'une structure du pouvoir particulièrement détestable comme une nouvelle mine, une nouvelle prison, une nouvelle usine ; mais il peut également aller aussi loin qu'une vaste insurrection de toute une région, pays, continent ! Le projet, c'est une des façons qui peuvent nous permettre d'aller au-delà du *faire* (faire, au sens de ce que les anarchistes font de toute façon : diffuser leurs idées, participer à des manifestations, ouvrir des locaux, occasionnellement frapper l'ennemi) et nous fait entrer dans le domaine de l'*agir*, dans la dimension où l'initiative devient nôtre. Évidemment, ceux qui veulent à l'avance des garanties que tel ou tel projet va marcher, que nous allons pouvoir accomplir l'objectif que nous voulons atteindre, seront déçus : il n'y a pas de certitudes, il n'y a pas de garanties, tout peut échouer. Mais je ne considère pas cela comme une raison suffisante d'abandonner le fait d'avoir une projectualité.

Peut-être ces mots sonnent-ils creux pour vous, c'est possible, pourquoi pas ? Mais peut-être pas, et s'ouvrent alors d'autres horizons. Le moment c'est maintenant, chères compagnonnes. Je vous écris depuis l'Europe, et oui, je peux vous dire que le moment c'est maintenant. La société est en train de changer rapidement, les technologies ne sont pas seulement en train de changer les habitudes des exploités et les capacités des exploités pour les exploiter encore plus, elles sont aussi en train de changer l'être humain. Elles sont en train d'aplatir l'être humain, de le rendre plus stupide, creux, superficiel, sans passions ni haines : un esclave qui n'a plus la capacité de comprendre qu'il est esclave. Et pendant ce temps, le massacre continue, ces massacres aux portes de ce qu'on appelle avec prétention « le vieux continent », et aussi au sein même de ce dernier. Un nouveau monde est en train de naître, pas un monde d'anarchie, mais un monde de soumission durable, de plus de carnage, de plus de souffrance. Nous ne pouvons pas juste rester-là et observer. Les pronostics sont certainement contre nous, au moins ici en Europe, mais renoncer reviendrait à renoncer à la vie même que nombre d'entre nous ont choisi : une vie en guerre contre le pouvoir, une vie de lutte pour un rêve, pour l'idée, dont je suis tombé amoureux : la liberté. Creusons le passé des expériences anarchistes pour en tirer de l'inspiration (juste pour donner un exemple rapide : pensez à ces compagnons qui proposaient des actions relativement simples, diffuses sur tout le territoire, contre les structures périphériques de la domination, comme dans les années 80 en Italie lorsque des centaines de pylônes d'électricité ont été sciés ou explosés – imaginez une telle vague de sabotages contre les structures énergétiques qui font fonctionner presque chaque structure de l'État et du capital !), mais jetons aussi à la poubelle la merde dans laquelle le mouvement anarchiste a été pris par le passé ; affirmons, contre tous ceux qui ne semblent désirer que le dernier objet technologique, notre amour de la liberté – et notre haine du pouvoir. La guerre des anarchistes contre le pouvoir se meut sur des terrains difficiles, mais elle n'est pas encore finie. Rien n'est impossible, mais il faut qu'on s'y mette. Réunir

les moyens et les capacités pour le projet que nous avons en tête, nous préparer pour les efforts qu'il pourrait requérir, ou plutôt, qu'il requerra.

Pour conclure, je voudrais rappeler quelques phrases d'un journal né aux États-Unis, la *Cronaca Sovversiva*, le journal des anarchistes qui avaient déclaré la guerre à l'État au moment où tant de gens rejoignaient les rangs des armées en train de se massacrer mutuellement lors de la Première Guerre mondiale, le journal de ces anarchistes qui parlaient d'un « *anarchisme autonome* », d'un anarchisme qui n'est pas obsédé par des organisations quantitatives, le journal de ces anarchistes qui ont frappé inlassablement jusque les personnes les plus puissantes des États-Unis. Dans le numéro du 13 mars 1915, en pleine propagande belliciste, ces anarchistes affirmaient : « *Que faire ? Continuer la bonne guerre, la guerre qui ne connaît ni peur, ni scrupules, ni pitié, ni trêve, même si à travers l'expérience quotidienne du guet-apens, face aux légions écrasantes de l'ennemi, l'audace et le courage doivent s'entourer de sagacité et de prudence ; la guerre d'extermination contre les vampires du capital, contre les brutes de l'ordre, dans tous leurs repaires* ».

Continuons à mener la seule bonne guerre : la guerre pour la destruction du pouvoir.

Contribution lue à Santiago du Chili lors d'une activité d'hommage à Sebastián Oversluis, fin décembre 2018, et publié dans *Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale*, n° 13, 15 janvier 2019

Entrer dans le vif

La réalité qui nous entoure est vaste. Nous la détestons, parce qu'elle transpire l'oppression et l'exploitation. Nous l'abhorrons, car malgré toutes les théories et toutes les explications, malgré la haine que nous voudrions féroce entre les classes, malgré les mille justifications fournies pour excuser non seulement la complaisance mais aussi l'adhésion de grandes masses d'opprimés au pouvoir, nous ne pouvons que constater –en foutant en l'air les mille mystifications victimistes–, que cette réalité est en très grande partie le résultat de la *servitude volontaire*. A partir de là, deux voies s'ouvrent à nous. Soit nous renonçons à toute interaction avec cette réalité, en essayant de nous forger une vie –la seule qu'on ait–, qui vaille quand même la peine d'être vécue. Cela peut se comprendre. Soit on essaye d'interagir avec cette réalité, en l'affrontant avec nos idées et nos désirs subversifs, au risque d'être engloutis par elle et de finir par rejoindre la grande marche funèbre de l'humanité.

En fait, ces deux voies ne sont pas aussi éloignées que l'on pourrait le croire. En fuyant, nous affrontons tout de même la réalité ; à l'inverse, même en y intervenant, on lui balance notre part d'un autre monde, celui que nous construisons de façon bancale à l'intérieur de nous. Il n'y a que la mort qui puisse mettre fin à toute interaction – et encore, car à bien y regarder et sans tomber dans le culte de la charogne, même la mort peut avoir une signification dans la réalité. En laissant de côté une perspective qui voudrait « s'extraire » du monde, trouver ou construire un « en-dehors », quelles sont les conditions pour une interaction, pour une intervention révolutionnaire dans la réalité ? Comme cet adjectif a perdu pas mal de sens ces dernières décennies, précisons d'emblée que par « révolutionnaire » nous entendons la tension formatrice, le bouleversement des rapports sociaux existants – ce qui est bien autre chose que de l'associer de façon simpliste à l'avènement d'un « Grand Soir » où des foules ivres de révolte sortiraient pour tout changer du jour au lendemain. Face à la réalité que nous abhorrons, comment pouvons-nous tout de même nous décider à y intervenir, sachant que nous ne sommes pas des étoiles filantes sorties de nulle part, mais que nos idées, nos aspirations, aussi *différentes* soit-elles, sont aussi tributaires de cette même réalité – en gros, que nous ne sommes pas des êtres tombés du ciel, mais des individus de chair et d'os qui ont grandi dans ce monde-ci ?

Il est bien sûr difficile de saisir l'ensemble des aspects de ce qu'on nommera ici « l'intervention révolutionnaire ». Plutôt que de se demander ce qui en ferait partie, ne pourrait-on pas commencer par ce qui n'en fait pas partie ? C'est une première distinction nécessaire qui caractérise l'anarchisme, ou en tout cas certaines approches de l'anarchisme. L'anarchiste ne vit pas deux vies – même si les condi-

tions de clandestinité, d'illégalité, du secret, inséparables de toute lutte, peuvent parfois induire un état de schizophrénie assez pénible. On n'est pas travailleur le matin quand on se rend au boulot et anarchiste le soir quand on va voir les copains au local du coin. L'anarchiste n'est pas un « militant », au sens où il ne peut pas, sous peine de transformer son anarchisme en un simple programme politique parmi d'autres, diviser sa vie, son temps, entre activités dédiées à la « militance » et activités dédiées à sa « vie ». En lui vit une tension permanente, qui peut parfois aussi devenir une vraie déchirure – ce qui peut l'amener, et ce n'est pas rare, à renoncer à tout et à redevenir « un mouton parmi le troupeau ». Comme il ne croit pas aux forces souterraines qui pousseraient inéluctablement le monde vers la liberté, ni aux mécanismes économiques qui pousseraient à l'émancipation (ce qui rendait compatible, pour un Friedrich Engels, d'être à la fois patron d'une filature pendant vingt années et, disons, lutter pour la cause du prolétariat), il a un rapport avant tout éthique à chaque aspect de sa vie. Ses choix, ses actes, ses renoncements, le définissent comme anarchiste, peut-être plus que les idées qu'il pourrait discuter avec les copains ou les menaces apocalyptiques qu'il pourrait adresser à la domination assis au bar. Il ne « milite » pas, il « est » anarchiste, anarchiste entendu non pas comme acquisition de certaines idées et pratiques, mais, justement, comme une tension entre ce qu'il pense, ce qu'il veut, ce qu'il vit et ce qu'il fait. Avant même d'aborder « l'intervention révolutionnaire », on voit qu'une foultitude de problèmes s'ouvrent déjà à nous.

Cette intervention révolutionnaire ne peut pas être exclusivement conçue sous forme de bataille d'idées. Si l'approfondissement des idées est important, ce n'est pas sur le terrain d'un débat public, d'une contradiction logique, qu'il est imaginable, possible, de transformer la réalité. Les livres, les textes, tout cela fait partie de l'activité d'un révolutionnaire, mais un livre n'est pas une arme. Un livre peut corroder des préjugés, des idéologies (qui participent, sans aucun doute, à cette effroyable « servitude volontaire » qui mène les masses, en chantant, vers l'abattoir), mais il ne peut pas abattre un patron ou démolir une prison. Pour abattre un patron, il faut une arme ; pour démolir une prison, il faut des moyens de destruction. Mais prendre en main une arme ne nous rend pas encore capables d'abattre le patron : pour cela, il faut avoir la conviction qu'il est juste, qu'il est adéquat, que cela fait sens d'abattre le patron. On le voit, on ne peut démêler l'ensemble des aspects de l'intervention révolutionnaire sans parler à nouveau dans le vide.

Nos idées ne seraient-elles alors que des forteresses abstraites ? Nous analysons cette société et nous comprenons comment le patron, tous les patrons, doivent être supprimés si nous voulons aller vers une société « sans Dieu ni maître ». Mais dans la réalité, on ne rencontre pas « tous les patrons », c'est une abstraction qui rend le concept concevable pour la raison, mais elle n'est pas immédiatement opéra-

tionnelle en tant que telle dans la réalité. Ce que nous trouvons dans la réalité, c'est *ce patron, un patron, plusieurs patrons réunis* peut-être autour d'une table dans une brasserie parisienne. Dès lors, il n'y a pas à s'étonner lorsque, gonflés d'idées de vengeance sanguinaire contre « tous les patrons », on risque de se retrouver assez démunis devant *un patron* concret, même quand on a le couteau entre les dents. C'est pour cela qu'entre les idées anarchistes et la réalité de la domination, un pont, une incursion doivent être imaginés, construits. C'est peut-être la définition la plus ample qu'on pourrait donner quand on parle de « projet » et de « projectualité ».

En mettant ensemble tous les aspects de l'intervention révolutionnaire, on peut franchir un cap encore plus difficile : les imaginer ensemble pour construire ce projet qui va nous permettre d'intervenir dans la réalité. Attention, compagnonnes et compagnons qui lisez ceci, ce n'est pas un bavardage ou une masturbation mentale. Ce genre de projet tel qu'on l'entend est autre chose que de faire ceci ou cela, publier un journal ou écrire un livre, faire un hold-up ou brûler une entreprise, organiser une rencontre ou développer un potager. Il cherche à inclure sinon tous, au moins le plus possible d'aspects de l'intervention révolutionnaire, pour les orienter vers la réalité, *vers quelque chose à transformer dans la réalité*. Bien sûr qu'on peut argumenter que faire un bulletin anarchiste comme celui-ci a du sens en soi, qu'il est toujours intéressant de contribuer à l'approfondissement des idées et à la fermentation de la discussion. Bien sûr qu'on peut dire qu'une attaque contre une structure de la domination est toujours la bienvenue et est porteuse de sens, au-delà de toute perspective plus large dans laquelle elle s'insère (ou pas). C'est vrai, mais il y a un *mais*... Si l'on fait les choses pour notre stricte satisfaction personnelle, pourquoi pas, la réflexion peut alors s'arrêter là et il n'y a plus à s'encombrer d'autres questions. Mais osons soulever qu'une telle approche risque fort de se mordre la queue, de se vider de l'intérieur, car la satisfaction personnelle en appelle toujours une autre, plus loin, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on se rende compte soit qu'il n'y a plus rien à satisfaire (on est « vidé »), soit qu'on est plus en mesure de se satisfaire (et alors bonjour la déprime et l'amertume). Si par contre nous voulons charger ce que nous faisons d'un sens qui aille au-delà de notre désir individuel, d'un sens qui pourrait aussi parler à d'autres (et pourquoi pas, au monde entier), on est amenés à réfléchir les choses différemment, on doit les réfléchir autrement. Pour reprendre l'exemple de ce bulletin, si ce n'était que pour la satisfaction d'écrire quelques (belles, ça dépend du goût de chacune et chacun) paroles sur l'anarchie, je peux vous dire franchement que j'arrêteraient tout de suite. Le monde est déjà rempli de belles paroles sur l'anarchie, elles sont là, à portée de qui voudrait s'en saisir. Non, publier ce bulletin fait sens pour moi parce qu'il participe, de façon parfois adéquate et parfois sans doute moins, à une projectualité plus vaste, qui va bien au-delà de ces feuilles mensuelles mises à disposition.

Voilà donc le *mais*. Je ne peux pas, je ne veux pas, charger les choses faites avec

plus de sens qu'elles n'en ont déjà. Par contre, je peux, et je veux, donner aux choses à faire un sens plus vaste lorsqu'elles sont reliées, qu'elles se parlent, qu'elles se pensent dans un ensemble au sein d'un projet, bien sûr provisoire et certes pas comme un programme à réaliser. Toutes les choses, prises singulièrement, prennent alors une autre couleur, un autre goût lorsqu'elles sont pensées ainsi. La distribution de tracts, qui peut vite devenir une routine décevante, devient par exemple autre chose lorsqu'elle est pensée en relation avec un projet. Brûler une antenne, ce qui peut aussi être un peu plus compliqué qu'une simple ballade nocturne, résonne autrement quand une telle attaque s'insère dans un vaste projet reposant sur une analyse de la société contemporaine, le rôle de la communication numérique dans la reproduction des rapports sociaux et dans l'économie capitalistes. La pratique de ce genre de sabotages contre des cibles réparties à travers tout le territoire, facilement identifiables, ayant une fonction importante dans le bon déroulement de la société, pourrait ainsi potentiellement se diffuser comme proposition concrète pour s'opposer à la duplication numérique du monde et à l'esclavage inouï dont elle est porteuse. De la même façon, s'organiser par affinité prend encore plus de sens quand cela s'insère dans un projet qui tend vers, ou prévoit, la possibilité d'une coordination, d'une organisation informelle entre différents groupes affinitaires, voire avec d'autres individus réunis dans des formes organisationnelles visant l'attaque de structures de la domination.

Beaucoup d'entre nous, chacune et chacun à sa manière, en avons marre de fréquenter des assemblées tenues par de petits politiciens, de voir nos aspirations être désamorçées par un milieu tendant vers le médiocre et le faisable, de participer à des luttes et des cortèges où nous sommes appelés à remplir le rôle de « radicaux de service » aménagé pour nous par les tenants de la stratégie des « rapports de force », de nous retrouver à la remorque d'autoritaires et de gestionnaires des conflits. Si, toi qui lis ceci, ne ressens pas cela et continue à voir du sens dans le possibilisme radical, bon courage à toi, ces lignes ne te seront que de peu d'utilité. Car ce que nous proposons est d'en finir avec tout cela, tout en étant conscients que ce qui est chassé par la porte pourrait insidieusement revenir par la fenêtre. Car cette rupture-là, il nous la faut. Ces dernières années, elle germe d'ailleurs un peu partout dans ce maudit Hexagone, bien sûr de façon chaque fois différente. Las de courir derrière l'énième mouvement social et de se retrouver à la merci de néo-blankistes en tout genre, des anarchistes, des anti-autoritaires, des nihilistes, des individus singuliers agissent, attaquent, tentent d'intervenir depuis quelques années dans la réalité de mille façons différentes à travers le territoire, selon leurs propres temporalités et en toute *autonomie*. D'où un foisonnement d'actions directes se déroulant, qui plus est, dans un contexte social (peu importe qu'on l'apprécie plus ou moins) agité où on voit aussi émerger des réflexions et des pratiques nouvelles, parfois confuses sans doute, mais au moins non enrégimentées dans les cadres étroits de la « mobilisation sociale » et de ses cohortes de militants.

C'est pour cela que nous souhaitons à présent inviter et suggérer une réflexion sur ce qui a été nommé la « projectualité ». Et précisons, tout de suite, qu'il ne s'agit pas d'une proposition pour *une* projectualité, mais sans doute pour *des* projectualités, car la richesse d'approches qu'on décèle aujourd'hui dans l'agir des compagnones et compagnons ne doit sous aucun prétexte être attachée au lit de Procruste pour la faire rentrer dans un quelconque « projet unique ». La confrontation, l'échange, la compréhension réciproque des différentes projectualités n'est possible que lorsqu'elles sont énoncées, esquissées – par la parole écrite ou susurrée à l'oreille, de façon détaillée ou en en restant à des propos plus généraux. Loin de toute « profession de foi » éculée, pourquoi ne pas tisser des ponts entre l'idée et l'intervention dans la réalité, *contre la réalité* ? En cela, la discussion pourrait devenir, et il est peut-être temps, éminemment opérationnelle, c'est-à-dire concerner des perspectives concrètes sur la courte et moyenne durée, des inventaires de ce qu'il y a aurait à faire, et jusqu'aux hypothèses de ce qu'on pense pouvoir amener de façon conflictuelle dans cette réalité, de comment cette dernière pourrait se développer, se modifier, se transformer à l'aune de notre intervention. Un vain bavardage ? Je ne crois pas. Difficile ? Sans doute.

De « notre côté », c'est-à-dire depuis ces feuilles qui sortent depuis deux ans maintenant, on pourrait énoncer un projet qui mûrit de façon informelle ces derniers temps (c'est-à-dire, sans centre et par contributions directes et indirectes), à travers de nombreux apports écrits, échanges et expérimentations. En partant d'une approche insurrectionnaliste de l'anarchisme qui nous est chère, c'est-à-dire, d'un anarchisme basé sur l'auto-organisation, l'autonomie, l'informalité et l'attaque, il nous semble qu'un tel projet devrait à la fois continuer à prendre en compte les analyses de l'évolution de l'État, de la restructuration technologique de l'économie et de la société, et l'entremêlement de cette restructuration avec les guerres, l'abrutissement, la perte du langage et l'assaut contre le for intérieur des êtres humains. Ces analyses-là portent à voir « la guerre sociale » non pas selon des termes classiques (l'affrontement entre exploités et exploités, plus ou moins médiés par les différentes structures de gestion comme le parti ou le syndicat), mais plutôt comme un ensemble, contradictoire et complexe, entre des luttes spécifiques qui s'articulent contre une structure ou une nuisance précise du pouvoir, des explosions de rage –expression d'un ras-le-bol général mais très éphémères–, des mobilisations de masse échappant à la médiation politique classique telles que les gilets jaunes, ou encore des interventions plus spécifiquement « anarchistes » allant dans le sens d'une désorganisation, d'une déstabilisation de la restructuration technologique de la société.

En mettant de côté les trois premiers pans – pour l'instant, et aussi parce que d'autres sont sans doute mieux placés pour le faire, notamment à propos des luttes

spécifiques en cours –, on peut esquisser une projectualité possible sur ce quatrième aspect. Elle consisterait grosso modo à proposer comme champ d'intervention les infrastructures, souvent plutôt facilement identifiables, qui permettent aujourd'hui en grande partie le fonctionnement de la société connectée : *les transports, l'énergie, la communication*. Si seule l'insurrection peut ouvrir des horizons véritablement *autres*, révolutionnaires, on peut cependant déjà oeuvrer et sans rien attendre à ce que le train de la domination qui avance à toute vitesse vers le gouffre soit ralenti, voire même tenter de le faire dérailler. Le fait qu'une prolifération d'attaques contre ces infrastructures puisse mener à une déstabilisation importante, voire à une révolte massive, est certes loin d'être garanti (de toute façon, méfiance éternelle envers tous ceux qui nous invitent à agir en proposant des garanties), mais cela n'est pas pour autant exclu. On a pu le voir récemment au Chili, où c'est le sabotage des transports publics dans la capitale, au sein d'une contestation, permettons-nous de le dire, assez banale, contre la hausse du prix des billets, qui a, sinon déclenché, au moins servi d'étincelle ou favorisé une révolte de grande ampleur. C'est une hypothèse, ni plus ni moins, mais qui pose en tout cas des questions opérationnelles immédiates dans ce qu'il y a à réfléchir, à préparer et à faire.

De plus, au-delà de quatre pelés anarchistes éparpillés ici ou là, on peut constater que plusieurs conflits très locaux s'axent également autour de ces infrastructures. Ici, c'est l'implantation d'un parc d'éoliennes qui est contestée, ailleurs c'est une ligne à haute-tension ; encore ailleurs on s'oppose à l'ouverture d'une mine, d'une antenne-relais ou au déploiement de la 5G (ce monstre encore sous-estimé pour ce qu'il inaugure réellement : une interconnexion de tout objet, soit un filet invisible qui reliera tout à la domination). Nombre de ces conflits présentent certainement de fortes connotations citoyennistes, mais on voit aussi comment ils peuvent être enclins à favoriser la pratique de sabotage plutôt que celle du bavardage : on ne discute pas avec une structure hostile, on la détruit. A celles et ceux qui pensent qu'une telle projectualité est hors-sol et restera, au vue de l'adhésion enthousiaste des masses aux prothèses technologiques, l'apanage volontariste de quelques illuminés, nous pourrions répondre en mettant en exergue tous ces petits conflits qui foisonnent un peu partout, mais aussi tous ces petits groupes qui sont déjà allés frapper ce genre de structures spécifiques pendant le mouvement des gilets jaunes.

Cependant, le plus important n'est même pas là. Le plus important est qu'une telle projectualité (et – répétons-le, car il serait vraiment dommage d'être mécompris sur ce point – *sans en exclure d'autres*, à condition qu'elles soient argumentées et discutables, sinon elles ne regardent que ceux qui les développent et basta, il n'y a pas de mots supplémentaire à y dédier), une telle projectualité, donc, pourrait englober plusieurs aspects de l'intervention révolutionnaire. Elle nous permettrait de quitter nettement des chemins qui ne sont pas les nôtres et ne mènent qu'à la cogestion, à la politicaillerie, à la reproduction des mythes réconfortants sur

les « masses », les « exploités », les « prolétaires », pour aller sur un chemin qui nous soit propre, qui nous appartienne, quitte à ce qu'il soit erroné (en ayant, souhaitons-le, la capacité à l'évaluer de façon critique en permanence, mais non sans essayer de faire les choses en entier plutôt qu'à moitié). Sur ce chemin, tout est à découvrir, même si nous pouvons aussi puiser dans certaines expériences du passé et surtout saisir les suggestions que la réalité nous lance en permanence.

Enfin, le fait de refuser la centralisation et de prôner la dissémination, l'ordre dispersé plutôt que la concentration, l'agir en petit nombre plutôt que la manifestation de masse, l'autonomie matérielle et mentale plutôt que le programme à réaliser, offrirait à cette projectualité des qualités qui ne sont pas les moindres.

*Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale, n° 13, 15 décembre
2019*

